

Air Algérie signe un contrat avec Boeing pour l'acquisition de huit avions moyens porteurs



P.05

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3522 Lundi 22 Mai 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au : www.seybouseimes.dz

EDUCATION :

Plus de 1,5 million de candidats aux examens nationaux en juin 2023

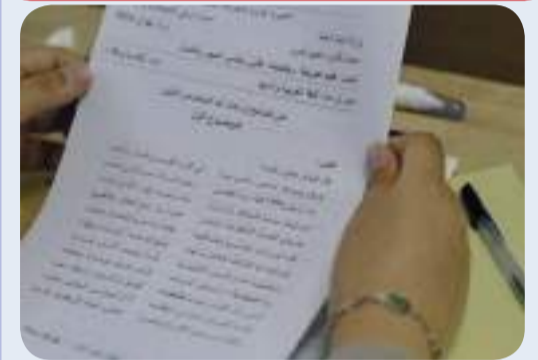
P.04



www.a-onec.com

رزانمة و تاريخ إجراء امتحان شهادة البكالوريا

EDUCATION



BAC ET BEM 2023 : Le ministère fixe les dates des examens

P.04

ANNABA



Soulagement des populations après le remplissage des barrages Chafia et Bogous

P.06



Rentrée scolaire 2023-2024 : Améliorations et nouveautés, notamment pour le cycle primaire

P.04

14e AG de l'UAR:

Le Président de la République honoré à Abuja

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été honoré, vendredi à Abuja (Nigeria), à l'issue des travaux de la 14e session de l'Assemblée générale (AG) de l'Union africaine de radiodiffusion (UAR), en reconnaissance de ses efforts de soutien au processus de développement en Afrique. "C'est un grand honneur pour

moi d'exprimer, au nom de tous les médias africains, notre reconnaissance au président de la République algérienne démocratique et populaire, M. Abdelmadjid Tebboune", a indiqué le Directeur général de l'UAR, M. Grégoire Ndjaka lors d'une allocution prononcée à l'occasion.

Il a, également, mis en avant "la reconnaissance des membres de

l'UAR au Président Tebboune qui posera, prochainement, la première pierre de la Cité des Médias à Bouchaoui, laquelle abritera un centre téléport relevant de l'UAR, don de l'Algérie", ajoutant que ce don "se veut une décision historique en Afrique". M. Ndjaka a affirmé que le Président Tebboune "compte parmi les rares dirigeants à avoir occupé le poste de ministre de la

Communication et dispose, de ce fait, d'une grande expérience et de fines connaissances de la mission d'informer", saluant son soutien incessant à accompagner les efforts des journalistes.

De son côté, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a affirmé que l'hommage rendu au président de la République "est une reconnaissance de ses grands



efforts consentis en faveur du Continent africain", rappelant le lancement de la station de radio "Ifriky FM" qui se fait le relais de l'Afrique et qui tente de "se positionner sur une scène médiatique mondiale, où règne une concurrence déloyale à l'encontre de notre continent".

Risques des catastrophes:

Pour le renforcement de la coopération arabo-africaine et internationale

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a plaidé, samedi à Alger, pour le nécessaire renforcement de la coopération arabo-africaine et internationale multilatérale en matière de réduction des risques des catastrophes, à leur tête les séismes.

Dans son allocution à l'ouverture du colloque international sur la réduction du risque sismique, organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Benabderrahmane a souligné "la conviction, constante et profonde, de l'Algérie quant à l'impératif d'aller de l'avant vers le renforcement de la coopération arabo-africaine et internationale multilatérale à travers la création de mécanismes opérationnels encadrés et la coordination



permanente avec le bureau de l'ONU en vue de réduire les catastrophes dans un cadre inclusif et coordonné avec les autres mécanismes concernés", insistant sur l'impératif, dans le cadre de cette démarche, de "définir les moyens de mise en œuvre de manière claire et transparente".

Le Premier ministre a rappelé, à cet égard, que l'Algérie avait initié récemment au plan continental la création d'un mécanisme africain de prévention des risques des catastrophes

visant à créer une force civile continentale pour se préparer et répondre aux catastrophes naturelles afin d'assurer une prise en charge efficace et en temps réel et fournir le soutien nécessaire aux pays africains sinistrés.

M. Benabderrahmane a évoqué, en outre, le travail en cours pour l'activation du Centre arabe de prévention des risques des séismes et des autres catastrophes naturelles (relevant de la Ligue arabe) et dont le siège est abrité par la capitale algérienne.

Cette démarche, poursuit le Premier ministre, permettra de promouvoir la contribution de ce centre dans les domaines de recherche scientifique appliquée en matière de prévention des risques sismiques, l'échange des expériences, et favorisera l'accès des pays arabes aux technologies

de pointe utilisées à l'échelle internationale.

L'accroissement "préoccupant et sans précédent" des catastrophes et des phénomènes extrêmes comme les séismes, les inondations, les ouragans et les tornades, les incendies, la désertification et les risques géologiques qui frappent le monde ces dernières années, exige davantage d'efforts pour en relever les défis et en contenir l'impact, a-t-il ajouté.

"Cela passe inévitablement par l'engagement et la forte participation des Gouvernements à la création d'un environnement favorable à la réduction des morts et des blessés qui en résultent, de même que les dégâts économiques avec la réduction des dégâts sur les infrastructures", a soutenu le Premier ministre,

soulignant, dans ce sens, "la nécessité de soutenir les pays en développement dans le cadre de la coopération internationale durable".

Il a réaffirmé, en outre, l'engagement de l'Algérie et son adoption de toutes les décisions onusiennes inhérentes à ce domaine, ainsi que son attachement à leur application et à leur mise en œuvre conformément au contenu des cadres d'action internationaux y afférents, saluant par la même occasion "les efforts consentis par le bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (Unisdr) à la faveur d'un accompagnement constant et optimal visant une meilleure prise en charge de la gestion des risques de catastrophes".

PRévention des Risques majeurs:

Révision "exhaustive" de la base législative du système national

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, dimanche à Alger, que ses services s'attelaient à une révision "exhaustive" de la base législative du système national de prévention des risques majeurs, affirmant que l'Etat "ne ménagera aucun effort pour préserver la sécurité des citoyens et de leurs biens".

M. Merad qui supervisait le lancement des Journées portes ouvertes sur le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), à l'occasion du 20e anniversaire du séisme de

Boumerdes, M. Merad a indiqué que "dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant modernisation de notre système national de prévention des risques majeurs, le ministère de l'Intérieur s'attelle à une révision exhaustive de sa base législative, à travers un nouveau texte juridique à soumettre prochainement au Gouvernement, visant l'adaptation de la stratégie nationale de gestion des risques majeurs".

Cette loi "permettra de définir les mécanismes de prévention et d'intervention en recensant les conséquences de chaque



risque, outre le niveau de fragilité de l'infrastructure et de l'environnement dans le cadre du développement national durable", a-t-il précisé.

Compte tenu de l'importance des outils scientifiques dans l'augmentation du niveau de lutte contre les risques majeurs, les services du ministère œuvrent également à "la création d'un programme national de recherche scientifique et de développement

technologique dédié à la gestion des risques des séismes au niveau du CRAAG", a poursuivi M. Merad.

Selon le ministre, ce programme vise à "définir et à développer les méthodes et les outils scientifiques et technologiques propices et efficaces, avec un coût économique acceptable".

Il a affirmé, dans ce sens, que les autorités publiques "n'ont ménagé aucun effort pour préserver la sécurité des citoyens, de leurs biens et des infrastructures de base à travers l'amélioration des capacités de réponse aux catastrophes, le renforcement de la formation continue et de la préparation

opérationnelle, outre l'échange des expertises internationales".

A cet effet, il a cité "la mise en place d'une feuille de route en association avec les différents secteurs ministériels à la faveur de la prise de mesures proactives qui seront concrétisées conformément à des normes bien précises".

Par ailleurs, le ministre a qualifié l'organisation de ces portes ouvertes par le CRAAG de "bonne initiative qu'il convient de renforcer et de diversifier pour mettre en avant le rôle qui incombe à tous les acteurs de la société de jouer dans le processus de prise en charge optimale des risques majeurs".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

La médiation de la République œuvre à réduire les délais de traitement des requêtes

Le médiateur de la République, Madjid Ammour, a affirmé dimanche au terme de sa visite dans la wilaya de Guelma que la médiation de la République œuvre à apporter des réponses claires aux requêtes présentées par les citoyens et à réduire les délais de leurs traitements.

Dans une déclaration à la presse à l'auditorium de la wilaya après sa réunion avec les membres du conseil exécutif local, M. Ammour a souligné que les réponses faites aux requêtes des citoyens doivent être "claire conformément à la loi et à la réglementation en vigueur".

Dans son allocution devant le conseil exécutif de la wilaya, le médiateur de la République a souligné que son instance axe

son action durant la prochaine phase sur l'élimination de toutes sortes de réponses superficielles des structures et instances publiques aux requêtes qui leur sont adressées, considérant qu'"il est inadmissible de donner au citoyen une réponse dépourvue de sens" et qu'"il faut lui apporter une réponse précise à sa requête positive ou négative et trancher si oui ou non il a droit à ce qu'il requiert".

Le même responsable a ajouté que son instance œuvre également à réduire le délai de traitement des requêtes, à les prendre en charge dans les plus brefs délais, estimant que la concrétisation de ces objectifs exige la coopération et l'adhésion de tous les acteurs des administrations et instances publiques.

Le médiateur de la République a consacré la seconde journée de sa visite dans la wilaya de Guelma à l'examen des registres des requêtes au niveau de la direction du cadastre et de l'OPGI et au suivi d'un exposé détaillé sur le bilan d'activités de la délégation locale de la médiation de la République.

Pour rappel, durant la première journée de sa visite, M. Ammour a inspecté plusieurs villages reculés des communes de Tamlouka, Djebala Khemissi et Ain Sandal ainsi que plusieurs projets d'investissement entrés en activités à Héliopolis et Guelma après la levée des entraves administratives avant de rencontrer les acteurs de la société civile.



climat des affaires en Algérie : Une "amélioration significative" enregistrée



Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi a souligné mardi, que l'environnement des affaires en Algérie, connaît une "amélioration significative" et constitue un "élément clé" du plan d'action du gouvernement. S'exprimant dans un entretien à l'APS, en marge de la 4e session de l'Assemblée générale du CNESE, M. Bouchenak Khelladi a indiqué que "l'environnement des affaires en Algérie connaît une amélioration significative à la faveur de la promulgation de la nouvelle loi régissant le droit de l'investissement", assurant qu'une "telle amélioration du climat des affaires permettra de donner un nouvel élan au développement économique et de promouvoir l'investissement productif, en garantissant un cadre transparent propice aux affaires et à la création d'entreprises".

Dans ce contexte, le président du CNESE a mis en avant le nombre

de projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), depuis le 1 novembre 2022, soit après l'entrée en vigueur de la loi sur les investissements, jusqu'à fin mars de l'année en cours.

Citant le directeur général de l'AAPI, M. Bouchenak Khelladi a précisé que le nombre de projets a atteint 1694 avec une valeur totale d'investissement de plus 845 milliards de DA et la création de 44.630 postes d'emploi directs. "Ceci confirme l'efficacité des nouvelles mesures prises par les hautes autorités en la matière", a-t-il encore soutenu tout en relevant que la loi n 18-22 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement consacre les principes fondamentaux de la liberté d'investissement, de la transparence et de l'égalité de traitement des investissements.

Le président du CNESE a noté aussi que les procédures adoptées par l'Algérie sont conformes aux standards internationaux

en matière de promotion de l'acte d'investissement, notamment la suppression de la règle du partenariat 51/49, qui constitue, selon lui, "l'une des principales mesures du plan de relance économique" et la consécration "du principe de stabilité législative, qui "va contribuer à renforcer la confiance dans le marché national de l'investissement".

Dans le même ordre d'idées, M. Bouchenak Khelladi a assuré que la promulgation de la loi n 15-22 du 20 juillet 2022, qui définit les règles régissant les zones franches, est aussi "un signal fort du gouvernement pour renforcer l'attractivité des zones, attirer les IDE et accroître la compétitivité des exportations hors hydrocarbures".

Evoquant l'organisation de plusieurs grands événements nationaux et internationaux en Algérie au cours des trois dernières années, le président du CNESE a mis en exergue les orientations et les messages forts du président

de la République à l'intention des acteurs économiques, notamment lorsqu'il avait ordonné, lors de l'ouverture de la 30ème édition de la Foire de la production nationale, en décembre 2022, de relever le taux d'intégration nationale dans l'industrie mécanique pour atteindre l'objectif de 40 à 50 %.

Des conférences et des projets d'études stratégiques prévus en 2023

En ce qui concerne le plan d'action 2023 du CNESE, M. Bouchenak Khelladi a fait état de la préparation d'une réflexion sur les orientations stratégiques et les perspectives de mise en oeuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) avec la participation de tous les acteurs concernés, visant à approfondir les aspects techniques liés à l'accord et à identifier les contraintes qui entravent l'accès aux marchés africains.

Le CNESE prévoit également d'organiser, à la fin du premier semestre 2023, un colloque

sur les énergies renouvelables, dédié à l'énergie solaire, durant lequel les principaux acteurs du secteur feront le point sur cette activité et sur ses perspectives de développement, a-t-il fait savoir, tout en ajoutant que le Conseil prépare également un certain nombre d'études et de rapports dans les domaines économique, social et environnemental.

Il s'agit notamment d'une étude en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur les écosystèmes sectoriels et territoriaux dédiés à l'entrepreneuriat en Algérie, la réalisation d'un rapport national sur le développement humain ainsi qu'une étude du bien-être des enfants et des jeunes de moins de 25 ans en Algérie et l'évaluation des programmes de protection sociale pour les enfants et les adolescents.

Par ailleurs, le Conseil travaille au développement d'outils et de méthodes de simulation afin de mieux comprendre les difficultés et les perspectives auxquelles le pays peut être confronté, en sus de la préparation d'une étude diagnostique des secteurs prioritaires pour introduire la médiation comme pratique de renforcement de la cohésion sociale en Algérie.

Cette étude diagnostique, initiée en collaboration avec le PNUD et en application des engagements du président de la République et du plan d'action du gouvernement, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à maintenir la cohésion sociale et à gérer les conflits sociaux, a souligné encore le président du CNESE.

edUcAtion :

Plus de 1,5 million de candidats aux examens nationaux en juin 2023

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a annoncé samedi à Alger que plus de 1,5 million de candidats passeront les examens nationaux (BEM et Baccalauréat) en juin 2023, assurant que toutes les mesures avaient été prises pour garantir leur régularité et leur bon déroulement.

Lors d'une conférence nationale consacrée aux préparatifs des examens nationaux (session 2023) et de la rentrée scolaire 2023-2024, M. Belaabed a fait état de 1.590.576 candidats (scolarisés et libres) à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévu du 5 au 7 juin prochain, et à l'examen du Baccalauréat, prévu du 11 au 15 juin prochain.

Selon le ministre, ils seront



800.061 candidats, dont 52% de filles, à passer l'examen du BEM à travers 2.967 centres d'examen et 790.515 candidats, dont 59% de filles, à passer l'examen du Baccalauréat à travers 2.674 centres d'examen.

Par rapport à la précédente session, le nombre de candidats

est en hausse, avec 108.213 candidats supplémentaires aux deux examens, a fait observer le ministre.

En revanche, le nombre de candidats libres est en baisse par rapport à la précédente session, avec 9.648 candidats en moins cette année, a-t-il ajouté.

“Les sujets des épreuves de ces deux examens seront à la portée d'un élève de niveau moyen ayant suivi régulièrement ses cours jusqu'à la fin du troisième trimestre”, a affirmé le ministre, précisant que “les sujets concerneront les cours dispensés en présentiel en classe”, relevant que “tous les établissements scolaires resteront ouverts pour les candidats en présence des enseignants pour assurer la révision”.

Par ailleurs, M. Belaabed a indiqué qu'une réunion interministérielle pour apporter “les dernières retouches” avait été tenue le 13 mai en cours, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a donné des instructions en vue d'accomplir un travail “de qualité,

sérieux et responsable” pour garantir “le bon déroulement” des deux examens.

Lors d'un point de presse, le ministre a souligné “le maintien des mesures dissuasives” contre les tricheurs, par application des procédures légales, relevant le recul des cas de triche enregistrés l'année passée.

Quant aux évaluations des acquis des élèves en primaire, M. Belaabed a affirmé que ces évaluations lancées le 30 avril, prendront fin le 25 mai en cours, pour permettre ensuite aux élèves absents de passer le test d'évaluation pendant la période allant du 18 au 20 juin. Le 22 juin a été fixé pour la remise des certificats et livrets scolaires pour tous les établissements à travers le territoire national.

BAC et Bem 2023 en Algérie :

Le ministère fixe les dates des examens

Comme chaque année scolaire, deux examens importants sont attendus par les élèves et leurs parents. En effet, l'année scolaire prend chaque fin avec les examens du baccalauréat (BAC) et du brevet de l'enseignement moyen (BEM).

Après plusieurs annonces

concernant ces deux examens pour cette année, le ministère de l'Éducation nationale, vient tout juste de dévoiler les dates du BAC et du BEM de l'année scolaire 2022 – 2023.

C'est dans un communiqué rendu public ce lundi 13 mars 2023, que le ministère informe les candidats du BEM et du

BAC 2023 de dates de ces deux examens.

Pour ce qui est du BEM 2023, l'examen se déroulera du lundi 5 au mercredi 7 juin 2023.

Concernant le BAC 2023, le ministère informe les candidats que cet examen se déroulera du dimanche 11 au jeudi 15 juin 2023.



RentRée scolAiRe 2023-2024:

Améliorations et nouveautés, notamment pour le cycle primaire

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed a annoncé, samedi, que la prochaine rentrée scolaire 2023-2024 “connaîtra de nombreuses améliorations et nouveautés”, notamment pour le cycle primaire, à l'instar du recrutement de 12.000 enseignants en éducation physique.

Lors d'une conférence nationale de deux jours sur les préparatifs des examens nationaux (session juin 2023), la fin de l'année scolaire 2022-2023 et les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire 2023-2024, M. Belaabed a précisé que la prochaine rentrée connaîtra de nombreuses améliorations et nouveautés”, dont l'encadrement de l'éducation physique et sportive au cycle primaire, une première pour



l'École algérienne, avec l'ouverture de 12.000 postes budgétaires, outre l'instauration de l'éducation routière dans ce cycle et le recrutement de 400 auxiliaires de vie scolaire pour accompagner les élèves autistes.

La prochaine rentrée scolaire, poursuit-il, sera marquée par le déroulement d'un premier baccalauréat dans la filière des arts pour les élèves du Lycée national des arts “Ali Maachi”,

soulignant à ce propos la possibilité d'ouvrir “des lycées régionaux pour accueillir les élèves des régions Est, Ouest et Sud du pays dans cette filière”.

Par ailleurs, M. Belaabed a évoqué d'autres mesures telles la poursuite de généralisation de l'enseignement de l'anglais aux élèves de 4ème année primaire et du tamazight, et l'élargissement de l'utilisation des tablettes électroniques

dans les écoles primaires avec la poursuite des opérations de numérisation du secteur.

A ce propos, le ministre a cité la numérisation de l'accès à tous les “arrêtés et décisions se rapportant à la vie scolaire des élèves, la numérisation du recrutement par contractualisation pour les enseignants dans toutes les matières et dans les trois cycles d'enseignement, la numérisation intégrale de la gestion du parc de logements avec la définition des conditions d'éligibilité et la numérisation d'un nouveau cahier des charges qui devrait être promulgué prochainement pour la gestion des établissements d'enseignement privés”.

M. Belaabed a, par ailleurs, fait savoir que, dans le cadre de la Campagne nationale de lutte contre la toxicomanie,

son département poursuivra la mise en œuvre du programme sectoriel dans ce domaine parallèlement à la mise en œuvre du programme nationale de prévention de la violence à l'école.

La lutte contre la toxicomanie est l'affaire de tout le peuple et de toutes les institutions, dont le ministère de l'Éducation nationale, qui a tracé un programme spécial de sensibilisation et de conscientisation des élèves avec la participation des associations de parents d'élèves, a soutenu le ministre. Concernant la conférence, M. Belaabed a précisé que les participants soumettront des propositions concernant l'organisation pédagogique et la carte scolaire et proposeront des solutions et des approches efficaces pour assurer une rentrée scolaire réussie.

Air Algérie signe un contrat avec Boeing pour l'acquisition de huit avions moyens porteurs

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a signé, mercredi à Alger, un contrat avec le constructeur américain Boeing pour l'acquisition de huit avions moyens porteurs.

Le contrat a été signé par le directeur général d'Air Algérie, Yacine Benslimane, et la responsable des contrats pour les avions commerciaux de Boeing, Laura Wolfe-Schutle, en présence des représentants du ministère des Transports, du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, du directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile, des représentants de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, ainsi que des cadres des deux entreprises. Ce contrat prévoit que Boeing fournisse à Air Algérie huit

aéronefs de type B 737-9 max (module 170-210 sièges), dont le premier sera livré en 2027.

A l'issue de la cérémonie de signature qui s'est déroulée au niveau du Technopôle d'Air Algérie sis à Bachdjarah (Est de la capitale), M. Benslimane a indiqué que "ce contrat contribuera au développement de la flotte d'Air Algérie".

Il s'agit là d'un premier contrat qui entre dans le cadre de l'acquisition d'une flotte de 15 aéronefs", a-t-il précisé, soulignant que les premières livraisons de ces appareils "se feront en 2027".

Ces acquisitions entrent dans le cadre "de la stratégie de l'extension de la flotte de la compagnie Air Algérie à travers l'achat de nouveaux avions", a expliqué M. Benslimane.

Outre ce marché de 15 aéronefs,

M. Benslimane a également rappelé l'acquisition future d'autres appareils "sous forme de Leasing".

Pour sa part, Mme. Wolfe-Schutle s'est dite "ravie de la signature de ce contrat", tout en indiquant qu'elle "apprécie la relation et le business entre Air Algérie et Boeing", espérant qu'ils "perduent et se développent davantage".

A rappeler qu'Air avait annoncé, fin avril, l'attribution provisoire de son marché relatif à l'acquisition de 15 aéronefs neufs, aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus.

Selon l'avis d'attribution provisoire, le marché des moyens porteurs a été attribué à l'américain Boeing, tandis que celui des gros porteurs a été attribué à l'européen Airbus. Ces résultats surviennent



conformément à la procédure de passation des marchés de l'entreprise l'EPE/SPA Air Algérie, suite à la consultation n 01/AH-DG/2022, relative à l'acquisition de 15 aéronefs neufs.

Ainsi, Boeing devra fournir à Air Algérie 8 aéronefs de type B 737-9 max (module 170-210 sièges), tandis qu'Airbus fournira à la compagnie nationale 5 aéronefs de type A 330-900 (module 280-320 sièges) et 2 autres de type

A 350-1000 (module 350-450 sièges).

L'acquisition des 15 aéronefs neufs par Air Algérie a été décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui avait autorisé, lors du Conseil des ministres tenu le 8 mai 2022, la compagnie aérienne Air Algérie à acquérir 15 avions pour l'ouverture de nouvelles lignes, notamment vers des pays africains et as

Les exportations algériennes de GNL enregistrent la plus forte croissance au niveau arabe

Selon un rapport de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), les exportations de gaz liquéfié de l'Algérie ont enregistré une croissance exceptionnelle au cours du premier trimestre 2023, surpassant les autres pays arabes. Le rapport, intitulé « Évolution du GNL et de l'hydrogène au premier trimestre 2023 », souligne que les exportations algériennes de GNL ont affiché un taux de croissance annuel de 16,7% au cours de cette période, ce qui constitue le taux



de croissance le plus élevé parmi les pays arabes.

La majeure partie des envois a été dirigée vers les marchés européens majeurs, notamment l'Italie et la France, alors que les pays de l'Union européenne cherchent à diversifier leurs

sources d'approvisionnement en gaz.

Au cours du premier trimestre 2023, les exportations algériennes de gaz liquéfié ont atteint environ 2,8 millions de tonnes, contre 2,4 millions de tonnes lors du même trimestre de l'année précédente,

où les exportations avaient connu un léger déclin par rapport aux niveaux habituels.

L'Algérie premier fournisseur de l'Espagne

D'après le dernier rapport statistique d'Enagás, l'opérateur espagnol de gestion des infrastructures énergétiques, l'Algérie a livré 29'312 GWh de gaz par gazoduc depuis le début de l'année 2023.

De plus, elle a également fourni 4'878 GWh de gaz naturel liquéfié (GNL) par méthaniers. Ainsi, l'Algérie couvre 24,2% de

la demande espagnole, surpassant les États-Unis et la Russie dans ce domaine.

Dans un rapport de la Corporation des réserves stratégiques de produits pétroliers (CORES), un organisme relevant du ministère espagnol de la Transition écologique, il a été révélé que la Sonatrach a réactivé l'envoi de méthaniers vers l'Espagne.

Au mois d'avril, l'Algérie a expédié la plus grande cargaison par ce moyen en 16 mois, représentant 31% du total du gaz provenant d'Algérie.

Gisement de Oued AmiZoUR:

Toutes les conditions réunies pour le lancement des travaux en juillet

Le ministère de l'Énergie et des Mines a affirmé, mercredi dans un communiqué, avoir réuni "toutes les conditions" nécessaires au lancement "en juillet" des travaux de réalisation du projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza à Oued Amizour (W. Bejaïa), en attendant l'entrée en production prévue à la fin 2025.

Le ministère a "réuni toutes les conditions nécessaires au lancement effectif des travaux de réalisation du projet d'exploitation du gisement et de construction de l'usine en juillet, et l'entrée en production prévue en décembre 2025", en application "des recommandations de la réunion du Conseil des ministres du 14 mai" relative à l'accélération de la cadence de réalisation du

projet.

Le ministère a affirmé que "toutes les procédures administratives relatives au projet ont été finalisées et le travail est en cours pour l'achèvement des autres volets du projet, relatifs au transport, à l'eau et à l'aménagement du quai du port de Bejaïa".

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait ordonné lors de la récente réunion du Conseil des ministres de "réduire tous les délais liés aux chantiers techniques secondaires pour accélérer l'entrée en exploitation de ce projet, d'autant que l'étape des régularisations administratives est dépassée".

Il a également instruit à l'effet "d'adopter le système de travail en équipes 24/24, pour faire avancer les travaux, au vu de son impact positif au niveau

national".

Le projet s'étend sur une superficie de 234 hectares, et jouit d'une réserve exploitable de 34 millions de tonnes.

Le ministère de l'Énergie et des Mines a indiqué, dans un communiqué, que le début de l'exploitation minière sera effectué "selon l'étude de faisabilité du projet, adoptée selon les règles prévues en matière de protection de l'environnement, et qui sont compatibles aux exigences environnementales et aux spécificités de la nature de la mine".

Il devra également tenir compte de l'incidence positive de l'exploitation de ce projet structuré et stratégique pour le pays pour le développement économique de la région particulièrement, outre l'ouverture de plusieurs postes



d'emploi au profit des diplômés universitaires et des centres de formation professionnelle, ainsi que les jeunes de la région, et ce, à travers la création de près de 780 emplois directs et 4.000 emplois indirects, en plus de bénéficier d'une formation dans ce domaine et de les intégrer au projet ultérieurement".

La priorité dans le recrutement sera accordée aux jeunes de la région, a précisé le ministère,

annonçant la tenue de rencontres et la préparation de conférences par les cadres du secteur minier et de la société mixte algéro-australienne "Western Mediterranean Zinc -WMZ-", chargé de la réalisation et de l'exploitation du projet, avec toutes les parties concernées, notamment les représentants de la société civile, les enseignants universitaires, les chercheurs et les économistes.

AnnABA / RessoURces hYdRiqUes

Soulagement des populations après le remplissage des barrages Chafia et Bogous

S.F

Les fortes pluies qui ont été abattues ces derniers jours ont certes provoqué des inondations, notamment à Annaba,

El-Bouni, Sidi Amar et El Hadjar, ainsi que Tréat, où plusieurs terres agricoles ont été noyées par les eaux de pluie, ce qui a nécessité une coordination entre les équipes d'intervention mixtes des Unités de la Protection Civile, du Bureau de la Purification et des services techniques des APC, qui ont travaillé d'arrache-pied pour limiter les dégâts, absorber les eaux pluviales et procéder à la cure des avaloirs. Selon notre source d'information, ce sont les localités, Sidi Salem, Boukhadra et Seybouse qui ont été les plus touchées. Les fortes pluies ont également entraîné des perturbations au niveau de plusieurs routiers et tunnels souterrains, en raison des masses d'eau de pluie stagnantes. Les averses ont inondé plusieurs routes à Chapuis et Sidi Aissa et ont rendu difficile l'accès des véhicules et des habitants de la région. Les citoyens ont également attribué les inondations dans les quartiers de Sidi Salem et Boukhadra à l'usure des canaux d'évacuation des eaux usées, car il s'agit d'anciens quartiers situés



à proximité de la mer, non inclus dans les projets de réhabilitation des canaux.

Les habitants de ces localités ont souligné que le sol sableux favorise la désagrégation des conduites en ciment en cas de fuites d'eau usée prolongée. Ces derniers appellent les responsables locaux à accélérer le lancement des chantiers programmés avant la prochaine saison hivernale.

Par ailleurs, il est à signaler que les turbulences atmosphériques accompagnées de fortes précipitations ont provoqué des

effondrements partiels et des fissures au niveau d'habitations fragiles et des maisons précaires dans plusieurs zones, dont Séraïdi, où le P/APC a confirmé l'existence de fissures dans des maisons et des inondations à certains endroits, sans pertes matérielles ou humaines.

Les responsables de la protection civile ont également enregistré plusieurs interventions pour absorber l'eau de pluie dans plusieurs quartiers et régions, ce qui a nécessité la mobilisation d'une unité pour évacuer les agriculteurs et protéger les

cultures inondées, ainsi que le sauvetage des blessés dans des accidents de la circulation, tel l'accident survenu au niveau de la route RN 107 à Chétaïbi, qui a engendré le renversement d'un véhicule ayant causé des blessures à trois personnes. Les mêmes services sont intervenus pour écarter le danger de chute d'arbres à la cité Errym. Tenant compte de ces perturbations climatiques, les responsables locaux ont institué une cellule de vigilance, pour suivre la situation et surveiller l'évolution des fortes pluies dans les quartiers

et secteurs urbains. De leur côté, les services de sécurité et de la gendarmerie sont intervenus, au niveau des voiries, des quartiers, et des points noirs objet d'inondations et d'obstruction de la circulation, en plus de sensibiliser les conducteurs de véhicules, en leur prodiguant un certain nombre de conseils et consignes liées au respect du code de la route et des règles de bonne conduite lors des fluctuations météorologiques. Les habitants d'Annaba et ses environs ont vécu des chutes incessantes de pluie pour le quatrième jour consécutif. Les habitants ont exprimé leur satisfaction à cette masse d'eau tombée du ciel qui permettra de résoudre momentanément la crise d'eau potable vécue ces derniers temps, et où la distribution d'eau avait été rationalisée à raison d'une fois par semaine. Les estimations préliminaires indiquent que le niveau d'eau dans les barrages Chafia et Bogous alimentant les wilayas d'El Tarf et Annaba a atteint un niveau significatif, en particulier le barrage de Chafia, après que son stock, selon la Direction des ressources en eau, était de l'ordre de 8 %, ce qui permettra une nette amélioration du programme d'approvisionnement d'eau.

AnnABA / PeRtURBAtions météoRoloGiqUes

La Protection civile appelle les citoyens à plus de prudence et de vigilance



Imen.B

Les éléments de la protection civile de la wilaya d'Annaba ont appelé les usagers de la route à faire preuve de vigilance pendant les perturbations climatiques, concernant plusieurs régions côtières et intérieures, de l'Ouest, du Centre et l'Est du pays. Ce bulletin météo spécial est valable pour toute la fin de semaine. En plus d'une prévision météo particulière pour les précipitations, qui affecteront

de nombreuses wilayas. La protection civile a diffusé une série de recommandations pour éviter au maximum les risques d'accidents de la route, causés par les intempéries. Elle appelle les usagers de la route, notamment les conducteurs de poids lourds et motocyclistes, à faire preuve de vigilance et de prudence pendant la conduite sous les averses ainsi qu'au respect du code de la route et de la limitation de vitesse, outre le contrôle technique périodique des véhicules. Des recommandations

et conseils sont ainsi prodigués aux usagers de la route à l'effet, notamment, de réduire la vitesse de manière à pouvoir maintenir sous contrôle leurs véhicules, respecter la distance de sécurité et de s'assurer du système de freinage et d'éclairage du véhicule. La protection civile a mis l'accent à cet égard sur la nécessité pour les automobilistes de s'assurer de l'efficacité des dispositifs mécaniques (essuie-glace, feux avant et arrière, pneus...etc).

AnnABA/ sÛReté de WilAYA

Les policiers de la 6^{ème} sûreté urbaine à pied d'œuvre

Imen.B

Les éléments de la 6^{ème} sûreté urbaine relevant de la sûreté de wilaya d'Annaba ont effectué, ces derniers jours, plusieurs interventions. Lors de ces sorties, il a été procédé à l'arrestation

de trois individus, âgés entre 22 et 40 ans. Il a été indiqué que deux parmi eux faisaient l'objet d'un avis de recherche et un autre surpris en possession de drogue. Les mis en cause, ont été placés en détention provisoire en attendant

l'instruction judiciaire de leurs affaires.

Un appel au civisme des citoyens a été lancé par les forces de l'ordre qui ne cessent de rappeler la disponibilité des numéros verts mis à la disposition des citoyens.



AnnABA / BeRRAhAl**Les gendarmes s'emparent d'une importante quantité de charbon****Sara.Y**

Le charbon de bois suscite des convoitises, surtout à l'approche de l'Aïd El Adha qui devrait être célébrée à la mi-juin de l'année en cours. L'occasion pour certains marchands de faire leurs recettes en exploitant la filière charbon de bois pour le vendre aux citoyens amateurs de grillades. En effet, la conservation des forêts d'Annaba a établi une quinzaine de procès-verbaux depuis le début de l'année, à la suite de diverses infractions constatées au niveau des parcelles forestières, du bois exploité dans la construction illicite d'habitations rurales et des bâtiments ainsi que la production de charbons illégal ainsi

que l'exploitation illégale du patrimoine forestier.

La préservation de forêts d'Annaba de la daïra de Berrahal en coordination avec les éléments de la brigade de la gendarmerie relevant du groupement territorial de la wilaya d'Annaba ont saisi une importante quantité de charbon fabriqué sans autorisation. Cette opération a été menée lors d'une patrouille de routine, effectuée sur le chemin de la localité où a été saisie la quantité de charbon à bord d'un camion. Cette marchandise a été immédiatement saisie, alors que les personnes en question seront présentées devant la justice. Précisant que le charbon saisi a été remis à la conservation forestière de la wilaya.

AnnABA / cRiminAlité**Arrestation d'un voleur récidiviste de véhicules****Sara.Y**

Dans le cadre de la lutte quotidienne contre la criminalité en milieu urbain, les éléments de la première sûreté urbaine ont réussi, un véritable coup de filet en procédant à l'arrestation d'un dangereux malfaiteur, pris en flagrant délit de vol. L'individu, âgé de 22 ans, aux antécédents judiciaires est suspecté de vol et agression à l'aide d'une arme blanche prohibée. Ce dernier serait impliqué dans six (6) affaires de vol de véhicules.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les éléments de la police pour lutter sans relâche contre le trafic de la drogue et des psychotropes. Le mis en cause a été présenté par devant le procureur de la république, près le tribunal compétent, et placé en détention provisoire en attendant l'instruction judiciaire de cette affaire. Un appel au civisme des citoyens a été lancé par les mêmes éléments qui ne cessent de rappeler la disponibilité des numéros verts mis à la disposition des citoyens.

AnnABA / PProtection des Piétons**L'implantation d'une passerelle à Chabia, indispensable****Imen.B**

Au regard des multiples accidents observés au niveau de plusieurs axes routiers, dans lesquels plusieurs personnes ont trouvé la mort, notamment au niveau de la route menant à Chabia, les usagers réclament, avec insistance, l'implantation d'une passerelle pour piétons. La route est toujours synonyme de danger pour les piétons. Mais au niveau de certains tronçons, le risque est plus qu'important. En effet, les habitants de différentes localités qui empruntent ces routes dangereuses sont quotidiennement exposés au péril. Un danger permanent guette les habitants, notamment les centaines d'écoliers qui empruntent cet axe de la mort afin de regagner leur établissements scolaires, et au retour leurs foyers, faute de passerelle. De nombreux accidents sont déjà survenus sur ces tronçons qui ont coûté la vie à plusieurs citoyens et laissé des séquelles

à vie pour d'autres, sans que des mesures soient prises pour remédier à cet état de fait. Ces accidents qui ont entraîné plusieurs cas de décès, ont poussé les citoyens résidant à proximité de ces routes à exiger plus de sécurité pour eux et pour leurs enfants, et ce, par l'installation de passerelles. La densité des véhicules légers et lourds qui fréquentent ces axes constituant des voies à grande circulation, de jour comme de nuit, est important. Malgré cette situation qui s'avère extrêmement risquée et dangereuse, certains chauffards imprudents, faisant fi du code de la route et des dangers encourus par les piétons, roulent sur cette route à grande vitesse, et sont souvent à l'origine de tragiques accidents. De ce fait, les habitants de Chabia lancent un appel de détresse à tous les responsables locaux et responsables de la direction des transports, afin qu'une solution urgente soit apportée à leur problématique.

AnnABA / sAnté**Comment prévenir et supprimer les causes de l'hypertension artérielle****Sara.Y**

L'hypertension artérielle (HTA) est une maladie vasculaire très répandue, elle correspond à une hyperpression du sang sur la paroi des artères. Elle est la plus fréquente des affections cardiovasculaires, touchant environ 20% de la population. Son incidence augmente avec l'âge et touche 90% des personnes âgées de 85 ans. Heureusement, il existe des traitements efficaces pour la combattre. Mais on peut aussi la prévenir, en supprimant les causes de l'hypertension artérielle. L'âge est la cause de l'hypertension artérielle principale. En effet, en vieillissant les parois des artères deviennent moins souples, et la pression sanguine se fait

plus forte. Ce phénomène abîme encore les artères et les fait vieillir plus vite : c'est un cercle vicieux. Le risque d'être hypertendu augmente avec l'âge : 40 % pour les personnes âgées de plus de 65 ans, puis 90 % pour celles de plus de 85 ans. Les antécédents familiaux sont également une des causes de l'hypertension artérielle est en effet génétique.

il est important aussi d'Avoir une alimentation saine, une bonne tension artérielle est favorisée par une alimentation équilibrée. Sans oublier ses bénéfices pour l'organisme tout entier. Il est primordial de Ne pas fumer, et d'éviter de consommer du tabac et être actif et faire du sport pour garder un poids sain et réduire son stress au maximum car un stress chronique favorise l'hypertension artérielle.

AnnABA / intempÉries**Les automobilistes sensibilisés sur les risques d'accidents de la route**

LS.F. es services de la protection civile ont lancé, avant-hier, une campagne de sensibilisation au profit des usagers de la route pour lutter contre les accidents. En effet, les accidents de la route provoquent des drames humains effroyables liés à l'inconscience et au manque de civisme de certains conducteurs où les conducteurs sont pressés de rejoindre leur domicile. Dans le cadre des objectifs tracés, la protection civile, au titre

de cette campagne, vise la réduction des accidents de la route à travers l'intensification de l'action préventive et la prise de mesures coercitives. Rappelons que les éléments de ce corps veillent à sensibiliser les citoyens sur l'importance du respect du code de la route, ainsi qu'à élever le sens de conscience des conducteurs, à mettre en exergue leurs responsabilités à l'égard des autres usagers de la route, et les sensibiliser quant au nécessaire respect des règles de la circulation

routière, notamment les infractions dangereuses, à l'instar de l'excès de vitesse, des dépassements dangereux, du non-respect de la distance de sécurité et des manœuvres dangereuses. Des dépliants sur les règles de bonne conduite et les conséquences de l'excès de vitesse, des manœuvres dangereuses et du non-respect de la distance de sécurité, seront distribués lors de cette campagne de sensibilisation. Il ne se passe pas un jour sans que les éléments de la protection civile ne recensent



des décès et des blessés dus à la route continue à faire des victimes. Malgré un arsenal juridique censé freiner l'hécatombe, la route continue à faire des victimes.

20^{Ème} AnniveRsAiRe dU séisme de BoUmeRdes:**Nouvelles mesures d'urbanisme et de construction et beaucoup d'espoir en l'avenir**

Hier dimanche, 20 ans se seront écoulés depuis le violent séisme qui a ébranlé Boumerdes et d'autres wilayas avoisinantes, un événement qui a conduit les pouvoirs publics au renforcement des mécanismes de contrôle de la qualité des constructions et des travaux d'urbanisme, au titre d'une nouvelle stratégie de formation, visant le développement des compétences et des procédures organisationnelles et techniques du domaine.

Ce violent séisme d'une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter, ayant frappé la région, un certain 21 mai 2003, a imposé, en effet, l'application de nouvelles règles de construction et d'urbanisme en Algérie, en tirant des leçons des événements passés, désormais pris en compte dans tout les programmes de prévention des risques majeurs.

Une enveloppe de plus de 78 milliards de DA a été dégagée par l'Etat, au lendemain de cette catastrophe naturelle, pour la prise en charge immédiate des sinistrés.

Vu l'importance accordée aux secteurs de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, les autorités supérieures du pays travaillent d'arrache pied en vue de l'éradication, avant fin 2023, de la totalité des chalets, installés au lendemain du séisme, dans l'objectif d'éliminer les derniers stigmates de cette catastrophe du paysage urbain de la wilaya.

"Les derniers stigmates du séisme, notamment les chalets et les établissements scolaires en préfabriqué, disparaîtront définitivement du paysage urbain de la wilaya de Boumerdes, à la fin 2023", a assuré, à l'APS, le wali Yahia Yahiatene.



"Plus de 12.300 chalets sur un total de 14.900 unités installées au lendemain de ce séisme, ont été éradiqués, à ce jour, soit un taux de 82%", a fait savoir le chef de l'exécutif local, signalant la démolition progressive du reste des chalets selon un calendrier qui sera dicté par la réception des projets de logements en réalisation dans la wilaya.

Depuis 2016, date de l'entame de l'éradication des chalets, la wilaya a enregistré le relogement de près de 10.000 familles sinistrées, avec la récupération d'un foncier global de 300 ha, destiné à l'implantation de nombreux programmes de logements et d'équipements publics, a ajouté le wali.

Un programme de près de 12.000 logements a, aussi, été destiné au relogement des occupants des chalets libérés par les sinistrés, tandis que 13.900 autres logements seront livrés, progressivement, durant l'année en cours, a-t-il précisé.

==Des modifications dans les règles urbanistiques==

Après le séisme, la wilaya de Boumerdes est passée de "Zone sismique de type 2 à type 3", avec pour effet immédiat une "remise à niveau" de tous les projets de logements et d'urbanisme, en réalisation ou en cours de lancement dans la wilaya, a rappelé le directeur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Ghanemi Noureddine.

Les zones situées au niveau de l'épicentre du tremblement de terre ainsi que celles situées tout au long de la faille sismique ont, également, bénéficié d'un reclassement, faisant l'objet d'une prise en charge au titre des Plans directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), dont la révision est toujours en cours, a-t-il ajouté.

Immédiatement après le séisme, le ministère de tutelle a lancé une "étude de prévention des risques" couronnée, en 2004, par la publication de la "loi n 04-05 du 14 août 2004 modifiant et complétant la loi n 90-

29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme" stipulant, notamment, l'obligation de la présence d'un ingénieur pour l'inspection des travaux de construction et la réalisation d'un plan d'urgence pour chaque wilaya.

A cela s'ajoute l'élaboration d'une carte des risques spécifiques à chaque wilaya ainsi que le tracé de la faille sismique, son épocentre et sa situation, en vue de leur prise en compte dans tout les PDAU, un fait ayant facilité l'implantation de projets dans différents secteurs.

Cette importante avancée réalisée dans les règles de construction a donné de l'"espoir" aux habitants de la wilaya, dont certains parmi les témoins de cette tragédie, ont souligné que ces changements les ont rendu "optimistes quant à un avenir meilleur", et leur ont donné du "courage pour continuer à vivre" et se prendre en charge.

Aujourd'hui, dans les zones ravagées par le tremblement de terre, les traces de la catastrophe ont quasiment disparu, à l'exception de quelques rares vieilles constructions, dont la démolition a été retardée en raison de conflits entre propriétaires et d'un petit nombre de chalets.

Ce violent séisme a fait 1.391 morts et 3.444 blessés, outre des dégâts matériels considérables estimés à plus de trois (3) milliards de dollars.

Le tremblement de terre dont l'épicentre a été localisé dans la région de Zemmouri El Bahri, a, aussi, endommagé près de 100.000 habitations, dont plus de 10.000 furent totalement détruites, ainsi qu'une multitude d'équipements publics dont la destruction avait paralysé la vie à Boumerdes.

France/Marseille

Trois hommes tués par balle dimanche

Cinq personnes se trouvaient dans le véhicule stationné qui a essuyé des tirs de kalachnikov. Trois d'entre elles, âgées d'environ 25 ans, sont mortes. Les auteurs ont pris la fuite, selon le monde.fr.

Trois hommes ont été tués par balle tôt, dimanche 21 mai, dans un quartier de l'est de Marseille. Des inconnus circulant en voiture ont ouvert le feu sur un autre véhicule dans lequel se trouvaient cinq jeunes hommes, dont les trois victimes, a-t-on appris de source policière.

Les pompiers, intervenus peu avant 6 heures, ont prononcé sur place la mort des trois hommes, âgés d'environ 25 ans. Deux autres occupants de la voiture visée par les tirs ont réussi à prendre la fuite. Les victimes avaient quitté peu auparavant une boîte de nuit et roulé sur plusieurs centaines de

mètres quand leur voiture a été prise pour cible, selon cette source – des tirs de kalachnikov, selon des informations de BFM-TV.

Les agresseurs ont ensuite pris la fuite à bord de leur véhicule. Une voiture en feu a été retrouvée incendiée non loin, un mode opératoire habituel dans les règlements de comptes liés aux « stups », même s'il n'était pas immédiatement confirmé qu'il s'agissait du véhicule utilisé par les assaillants. L'enquête a été confiée à la police judiciaire.

Selon une source proche de l'enquête, les hommes visés, originaires d'une cité touchée par les trafics de drogue, étaient connus des services de police. La préfète de police des Bouches-du-Rhône, Frédérique Camilleri, s'est rendue sur les lieux de cette nouvelle fusillade alors que les règlements de comptes sur fond de trafic de

drogue sont en recrudescence dans la deuxième ville de France. La police judiciaire a été saisie de l'enquête.

En un week-end, cinq interpellés et des armes saisies

Le quartier où s'est déroulée cette nouvelle attaque n'est pas connu pour abriter de points de trafic de drogue, mais la préfète a assuré que « tous les services de police sont mobilisés pour retrouver les auteurs de ces crimes abjects et pour démanteler les réseaux de trafiquants responsables de cette violence ». « Cette lutte se poursuit avec détermination », a-t-elle insisté, soulignant que « rien qu'au cours du week-end écoulé, cinq personnes ont été interpellées en possession d'armes en lien avec des trafics de stupéfiants et trois kalachnikovs, un fusil-mitrailleur et une arme de poing ont été saisies ».

Selon un décompte de l'Agence France-Presse (AFP), cette nouvelle attaque porte le bilan des violences sur fond de trafic de drogue à 21 morts depuis le début de l'année à Marseille, avec 19 tués par balle, une personne lynchée à mort et une retrouvée dans le coffre d'une voiture incendiée, vraisemblablement tuée par balle. Les victimes sont en général de jeunes hommes, parfois des adolescents, situés en bas de l'échelle des trafics, guetteurs ou vendeurs sur les points de deal, visés par des tueurs de bandes rivales.

Car les conflits de territoire entre trafiquants pour le contrôle des lucratifs points de deal installés dans des cités de la ville sont en train de virer à la « vendetta », avaient estimé, au début d'avril la préfète Camilleri et la procureure de Marseille, Dominique Laurens.

Elles s'exprimaient après une première nuit sanglante, avec déjà trois morts par balle, dont un adolescent de 16 ans, et huit blessés, dans deux fusillades consécutives cette fois-là. Un jeune de 15 ans touché cette même nuit a, depuis, succombé à ses blessures.

La procureure Laurens avait à l'époque parlé d'un « bain de sang » qui s'accélère, une « dynamique particulièrement inquiétante [qui] va se poursuivre dans les mois à venir ». Des renforts de CRS avaient été brièvement déployés dans la ville, notamment pour participer à la stratégie de « pilonnage » des points de deal. Mais, depuis, le bilan s'est alourdi. Au début de mai, le maire de Marseille, Benoît Payan (divers gauche), a déploré « une guerre qui dure depuis trop longtemps », demandant un Etat « ferme et fort » face à des « tueurs » qui « ne se cachent plus ».

La Suède juge les écrans responsables de la baisse du niveau des élèves et veut un retour aux manuels scolaires

S'appuyant sur l'avis de médecins, le gouvernement de centre-droit veut réduire le temps passé par les élèves devant les écrans et faire revenir les manuels scolaires dans les classes ; selon le monde.fr. Est-on allé trop vite, trop loin, trop tôt ? Depuis quelques mois, cette petite musique monte en Suède. Elle questionne la place des écrans et du numérique dans les établissements scolaires du royaume, remise en cause par les professionnels de la santé.

Le 15 mai, la ministre des écoles, Lotta Edholm, a réagi en enterrant la stratégie de l'agence nationale de l'enseignement scolaire



(Skolverket), en faveur de la poursuite du numérique, présentée en décembre 2022.

A l'époque, déjà, la ministre avait exprimé ses doutes, dans une tribune publiée dans le journal

Expressen, le 21 décembre. Elle y qualifiait l'usage du numérique dans les écoles suédoises d'« expérimentation » et s'agaçait de « l'attitude dépourvue d'esprit critique qui considèrerait, avec désinvolture, la numérisation comme bonne, quel que soit son contenu », conduisant à « la mise à l'écart » du manuel scolaire, dont elle rappelait qu'il a « des avantages qu'aucune tablette ne peut remplacer ».

Pour y remédier, le gouvernement de centre-droit a annoncé qu'il allait débloquer 685 millions de couronnes (60 millions d'euros) cette année et 500 millions (44 millions d'euros) par an en 2024 et

en 2025, pour accélérer le retour des manuels dans les établissements scolaires. « Cela fait partie du retour de la lecture à l'école, au détriment du temps d'écran », expliquait la ministre. Objectif : garantir un livre par élève et par matière.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Depuis une quinzaine d'années, les écrans ont progressivement remplacé les manuels. A partir du collège, surtout, les élèves passent de plus en plus de temps devant les ordinateurs, en général fournis par l'établissement : peu importent les matières, ils doivent se connecter à Internet, pour chercher des informations en ligne, rédiger un devoir ou faire leurs révisions.

Elections législatives en Grèce

Le premier ministre Kyriakos Mitsotakis sollicite un second mandat pour déjouer « l'instabilité »

Lors d'élections législatives au scrutin proportionnel, le chef du gouvernement conservateur joue dimanche sa réélection face au leader de gauche Alexis Tsipras, qui met en avant « les nombreuses blessures » de la société grecque, selon le monde.fr.

Dans la dernière ligne droite avant les élections législatives de dimanche, le dirigeant semble confiant. Il devance de 5 à 7 points dans les sondages son adversaire de gauche, Alexis Tsipras, l'ancien chef du gouvernement, qu'il accuse d'avoir pris le risque de faire sortir la Grèce de la zone euro en voulant s'opposer, en

2015, aux créanciers du pays – la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Diplômé de Harvard, entouré de communicants et ayant l'appui des médias appartenant à une poignée d'armateurs proches du pouvoir, Kyriakos Mitsotakis se présente comme l'homme de la situation pour que l'économie grecque, qui a renoué avec la croissance (5,2 % fin 2022), continue sur sa lancée. « La dernière chose dont le pays a besoin, c'est d'instabilité », assène-t-il, en jouant sur la stratégie de « moi ou le chaos ».

Face à un voisin turc qui s'est montré virulent ces dernières

années en envoyant un navire de recherche gazière dans les eaux territoriales grecques, Kyriakos Mitsotakis assure qu'il est le seul à pouvoir « défendre l'intégrité territoriale » de la Grèce et « parer aux turbulences géopolitiques actuelles ». C'est aussi lui, affirme-t-il, qui a arrêté l'« attaque hybride » en mars 2020, lorsque le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a voulu ouvrir sa frontière terrestre aux réfugiés voulant rejoindre l'Europe.

« Il vit dans un pays imaginaire » Appliquant une politique migratoire « dure mais juste », selon ses termes, Kyriakos Mitsotakis se félicite d'avoir



fait baisser le nombre d'arrivées de migrants depuis son élection en juillet 2019. L'envers du décor est moins reluisant :

refoulements illégaux de réfugiés, criminalisation des humanitaires, camps fermés ultrasurveillés sur les îles...

immiGRation :

Les Républicains annoncent déposer deux propositions de loi et veulent changer la Constitution

Possibilité de référendum, rétablissement du délit de séjour clandestin : Eric Ciotti, Olivier Marleix et Bruno Retailleau détaillent, dans le « JDD », leurs propositions. Et promettent de déposer une motion de censure s'ils considèrent que le texte du gouvernement est trop « laxiste », selon le monde.fr. Après avoir montré des divisions internes sur la réforme des retraites, Les Républicains (LR) veulent reprendre la main sur un de leurs marqueurs : l'immigration. Le parti de droite annonce qu'il va déposer « cette semaine » deux propositions de loi, alors que l'exécutif va d'un revirement à l'autre sur ses intentions en la matière.

Les trois présidents – Eric Ciotti, du parti LR, Olivier Marleix, du groupe parlementaire LR à l'Assemblée nationale, et Bruno Retailleau, du groupe LR au Sénat – ont dévoilé, dans Le Journal du dimanche (JDD) du 21 mai, deux propositions de loi offensives pour « changer totalement de cadre en matière de politique migratoire », selon le

numéro un du mouvement. « Les Français nous le disent dans tous les sondages : il y a trop d'immigrés. Il faut reprendre le contrôle », déclare ainsi Bruno Retailleau. Vantant « un projet de rupture, à la fois audacieux et sérieux », Eric Ciotti plaide à l'unisson « pour mettre un coup d'arrêt à l'immigration de masse », dans cet entretien croisé qui montre, selon eux, qu'ils ont « toujours été unis sur ces sujets ».

« Les Français doivent pouvoir choisir qui ils accueillent, qui ils ne souhaitent pas accueillir, et qui n'a plus sa place sur notre territoire », avance encore Eric Ciotti. « Nous souhaitons mettre fin à une situation incontrôlée », plaide-t-il.

« Le pouvoir n'est plus entre les mains du Parlement » La première proposition est d'ordre constitutionnelle : elle vise à « permettre la tenue d'un référendum sur la politique migratoire », quand, aujourd'hui, « le référendum ne peut porter que sur l'organisation des pouvoirs publics et des réformes économiques, sociales et environnementales »,

rappelle Bruno Retailleau. Avec cette proposition, « les Français pourront se prononcer sur tout projet de loi ou projet de loi organique quel qu'en soit le sujet, y compris l'immigration », poursuit-il, car « le pouvoir n'est plus entre les mains du Parlement, mais entre celles des Cours suprêmes : Conseil constitutionnel, Cour européenne des droits de l'homme... »

Dans ce même texte, LR compte inscrire dans la Constitution « la possibilité de déroger à la primauté des traités et du droit européen(...) quand "les intérêts fondamentaux de la nation" sont en jeu », en considérant que l'immigration entre dans cette case, selon Bruno Retailleau. Et LR entend aussi « élever au rang constitutionnel le principe d'assimilation ».

Le droit du sol restreint La deuxième proposition de loi « pose quatre principes », selon Bruno Retailleau, dont l'un porte sur les « pompes aspirantes » comme les aides sociales et médicales, qui seraient, dès lors, délivrées plus sévèrement.



Il est également prévu, dans ces principes, de faciliter les expulsions en rétablissant notamment le délit de séjour irrégulier et la double peine, qui consiste à condamner puis à expulser un étranger qui a commis un délit ou un crime.

« La France n'est pas un eldorado, selon Eric Ciotti. Ceux qui sont arrivés illégalement doivent savoir qu'ils ne seront pas bien accueillis et qu'ils n'auront aucun droit. Aujourd'hui, on adresse le message inverse. »

Les Républicains entendent également restreindre les conditions d'obtention de la nationalité au titre du

droit du sol, en supprimant par exemple ce droit quand les parents étrangers sont en situation irrégulière au moment de la naissance de l'enfant.

Les trois représentants LR estiment devoir mettre la pression sur l'exécutif car ils considèrent que « le gouvernement procrastine ». Les Français « attendent une vraie réforme », estime Olivier Marleix. « C'est pourquoi je déposerai une motion de censure [à l'Assemblée nationale] si le gouvernement tentait de faire passer par le 49.3 un texte laxiste » sur le sujet de l'immigration, prévient-il.

iRIAnde dU noRd :

Le Sinn Fein en tête des élections locales, les unionistes du DUP résistent

Opposé aux règles commerciales imposées après le Brexit, le DUP boycotte depuis plus d'un an les institutions locales, censées être partagées avec le Sinn Fein, selon le monde.fr.

Le parti nationaliste Sinn Fein est arrivé en tête, samedi 20 mai, des élections locales en Irlande du Nord en remportant le plus grand nombre de sièges en jeu parmi les onze conseils municipaux de la province britannique.

Les républicains du Sinn Fein, favorables à une réunification avec la République d'Irlande



voisine, sont arrivés largement en tête du scrutin, devant le Democratic Unionist Party (DUP), formation ultraconservatrice

farouchement attachée à l'appartenance au Royaume-Uni.

Dans le détail, le Sinn Fein a raflé 143 des 462 sièges de

onze conseils municipaux. Seuls les résultats de six sièges n'ont pas encore été dévoilés. La dirigeante du Sinn Fein, Michelle O'Neill, a qualifié ces résultats d'« historiques », et a déclaré à la BBC que la campagne menée par son parti avait trouvé « un écho auprès de l'électorat ».

Elle a par ailleurs affirmé que le Sinn Fein « redoublerait d'efforts pour rétablir le pouvoir exécutif », bloqué depuis un an par les unionistes du DUP. Opposé aux règles commerciales imposées après le Brexit, qui menacent selon lui les liens de la province avec le reste

du Royaume-Uni, le DUP boycotte depuis plus d'un an les institutions locales, censées être partagées avec les républicains du Sinn Fein.

Le chef du parti des unionistes, Jeffrey Donaldson, a toutefois défendu les résultats du DUP, qui a obtenu 122 sièges, estimant qu'il avait bien « résisté ». M. Donaldson a quant à lui attribué le succès du Sinn Fein à « l'effondrement » de son rival nationaliste pro-Irlande, le Democratic Social and Labour Party (SDLP)

en :

Le plan du stage de juin arrêté

3 semaines nous séparent du retour en scène de la sélection nationale, les Verts disputent deux matches importants durant la prochaine date FIFA prévue du 12 au 20 du mois prochain. Le compte à rebours pour la fin des éliminatoires de la CAN 2023 a commencé, celui du prochain stage aussi.

L'EN affrontera l'Ouganda dans un match spécial, certes la sélection a assuré sa qualification, mais elle disputera le prochain match avec beaucoup d'attention, il faut dire que la délocalisation du match au Cameroun donne un caractère spécial à la partie, que dire alors du fait de jouer à Japoma, un retour redouté par certains sur un terrain plein de mauvais souvenirs pour l'EN malgré une certaine victoire 1 à 0 décrochée sur sa pelouse le soir du 25 mars 2022. Ces souvenirs s'ajoutent à une situation qui rend la programmation du 2e match de l'EN durant le stage problématique, le choix de la date pour le 18 juin a poussé la FAF à tenter une approche avec son homologue ougandaise, histoire d'avancer d'un jour ou 2 cette partie, mais très vite l'EN a accepté d'affronter cette



difficulté, quand Belmadi a validé la date, en arrêtant un programme basé sur le vœu cher de Micho, le coach serbe des Cranes, de mener la vie dure à l'EN pour essayer de se qualifier à la CAN. En effet, selon une source digne de foi, le coach national aurait validé un programme détaillé préparé sur mesure pour ce prochain stage, cela a eu lieu lors d'une rencontre qui a regroupé le coach national et le président de la FAF Djahid Zefizef, un tête-à-tête qui est

passé sous silence, puisqu'au moment où l'on s'attendait à ce que le coach atterrisse à Alger pour préparer le terrain pour le stage, c'est le président de la FAF qui s'est envolé à Doha, et ce, dans le cadre d'une invitation qui lui aurait été envoyée par son homologue du Qatar, à l'occasion de la finale de la coupe de l'Emir de ce pays, perdue il y a une semaine par le Sadd face à Al Arabi. Zefizef a fait l'aller-retour à Doha et a profité de son

court séjour pour rencontrer le sélectionneur, les deux hommes ont évoqué les deux matches contre l'Ouganda et la Tunisie, qui auront lieu les 18 et 20 juin. Un programme détaillé a été arrêté, l'EN entamera son stage comme prévu le 12 juin au CTN, les équipiers d'Aït-Nouri séjourneront à Sidi Moussa 4 jours, avant de rejoindre Douala le 16 juin de bon matin, soit à 48h de leur match contre les Ougandais, histoire de s'acclimater et de

retrouver quelques repères. D'ailleurs, c'est dans le grand Krystal Palace de Douala que l'EN compte séjourner, un retour dans un lieu fréquenté à l'occasion du match face au Cameroun, histoire de mettre les joueurs à l'aise, un séjour très court, 2 nuitées et un voyage à la fin de la rencontre directement vers Annaba, où l'EN devrait arriver très tôt la matinée du 19, juste le moment de souffler et de reprendre le travail le soir même dans une séance d'entraînement sur la magnifique pelouse du stade du 19-Mai-1956. Le stage s'annonce comme un parcours du combattant. En 4 jours l'EN fera un aller-retour vers le Cameroun et jouera 2 matches, du jamais vu, mais Belmadi a préféré préserver le programme, il a même demandé à la FAF de ne pas insister auprès des Ougandais, le coach a compris qu'il s'agit d'un match de vie ou de mort pour l'adversaire, il prend les choses comme elles sont dans la difficulté et se fixe comme objectif de les défier, en lançant dans le bain ses nouvelles armes intégrées en mars et qui n'ont pas encore fait leurs premiers pas dans l'enfer des pelouses africaines.

Belloumi en Liga la saison prochaine

Le jeune attaquant Mohamed El Bachir Belloumi (20 ans), va découvrir la Liga portugaise la saison prochaine après l'accession de son club Farense et la prolongation de son contrat.

Arrivé il y'a un peu plus d'un an du GC Mascara pour rejoindre l'équipe réserve de Farense, le fils de la légende Lakhdar Belloumi s'est bien adapté en Liga Revelação, le championnat des réserves, en marquant six buts, dont un doublé face au Sporting.

Tout en faisant son apprentissage face aux jeunes du Benfica et autres clubs de l'élite portugaise, il a fait aussi ses débuts en Liga 2 contre le Nacional Madeira, club des débuts de Cristiano Ronaldo. Il a joué aussi quelques minutes en Coupe du Portugal et durant l'Allianz Cup en début de saison.

Le choix fait par l'international U20 de signer avec une équipe réserve après avoir fait une saison complète en Ligue 1 Mobilis avec le MC Oran en 2020/2021 (29 matches et 3 buts), aura été payant puisque son contrat vient d'être prolongé.



Barça :

Le message spécial de Xavi après avoir remporté la Liga

Xavi a fait l'éloge des supporters du FC Barcelone après que son équipe a soulevé le trophée de la Liga devant les fidèles du Camp Nou.

Le FC Barcelone a décroché son premier titre de champion depuis 2019, après que les joueurs de Xavi ont tenu tête à leurs rivaux de 2023, pour finalement remporter le trophée.

Après avoir défilé dans les rues de la ville la semaine dernière, le FC Barcelone s'est vu remettre officiellement le trophée à l'issue de sa défaite en Liga contre la Real Sociedad.

La première défaite de la saison à domicile en championnat a été une source de frustration pour Xavi, mais il a mis de côté sa déception à la fin de la rencontre. Dans le cadre d'un discours

d'après-match passionné, l'ancien milieu de terrain a salué les supporters, pour leur soutien ferme tout au long d'une saison exigeante, alors que la fête a commencé en Catalogne.

«Depuis le début, j'ai demandé à ce que les fans du Barca soient unis. Il est temps de dire merci.

«Tout d'abord, au président et à son conseil d'administration pour leur soutien inconditionnel à l'équipe.

«Sans les supporters, cela n'aurait pas été possible. Ils ont été spectaculaires.»

Le FC Barcelone peut désormais franchir la ligne d'arrivée dans les dernières semaines de la saison, avec des déplacements au Real Valladolid et au Celta Vigo, tous deux relégables, entre un dernier match à domicile de la saison 2022/23 contre Majorque.



Real madrid :

Benzema enfin défendu



L'entraîneur du Real Madrid, Carlo Ancelotti, a rejeté toute critique potentielle sur la forme du capitaine Karim Benzema.

Le Français reste un joueur central pour les Blancos, bien qu'ils n'aient pas réussi à conserver les titres de la Liga et de la Ligue des champions, à l'issue d'une fin de saison frustrante.

Le contrat de Benzema expire en juin, mais l'attaquant vétérán devrait signer une nouvelle prolongation de 12 mois dans la capitale espagnole, en signe de confiance envers le joueur de 35 ans.

Bien qu'il n'ait inscrit que quatre buts en Ligue des champions en 2022/23, Benzema a marqué 17 buts en championnat, au cours d'une saison perturbée par les blessures.

Ancelotti a affirmé que la mauvaise performance de Benzema lors de la demi-finale de la Ligue des champions perdue 4-0 contre Manchester City n'était pas propre à Benzema en tant qu'individu, et a déclaré que les critiques étaient totalement infondées.

«Il n'y a pas lieu de douter de Benzema. Il a fait un mauvais match, mais pas seulement lui. Il reste une légende dans ce club. L'équipe n'était pas bien mercredi, pas seulement Karim», selon Marca.

Si Benzema parvient à marquer 20 buts ou plus en Liga lors des derniers matches de la saison, il aura atteint ce seuil lors des cinq dernières saisons consécutives de championnat.

tRAFics de dRoGue À mARseille : 21 morts depuis le début de l'année dans des règlements de comptes

Sur fond de trafic de drogue, une nouvelle fusillade a fait trois morts à Marseille ce dimanche 21 mai, ce qui porte le bilan de ces violences à 21 morts depuis le début de l'année. On fait le point.

À Marseille, une nouvelle fusillade a fait trois morts ce dimanche 21 mai. Les violences sanglantes liées aux trafics de drogue se sont multipliées ces derniers mois dans la deuxième ville de France.

Selon le décompte de l'Agence France-Presse, le bilan s'élève désormais à 21 morts sur fond de trafic de drogue depuis le début de l'année. En 2022, la préfecture de police avait fait état de 31 morts par balles liées au trafic de stupéfiants.

On fait le point sur les 21 décès recensés depuis le début de l'année. 20 janvier : un homme de 45 ans tué par balles

Les faits se sont déroulés dans une impasse de la cité Consolat, dans les quartiers populaires du nord de Marseille, dans la nuit du 19 au 20 janvier. Un homme de 45 ans a été retrouvé mort après une fusillade qui a fait également deux blessés.

Selon le décompte de l'AFP, il s'agit du premier mort par balle de l'année dans la deuxième ville de France. L'enquête a été confiée à la police judiciaire de Marseille.

« Les victimes ne présentent pas ou peu d'antécédents judiciaires », précisait le parquet, tandis qu'une source policière assurait qu'elles étaient connues des services de police. L'arme utilisée était une kalachnikov, avec une « une quinzaine de tirs ».

23 janvier : un homme d'une vingtaine d'années tué dans le 3e arrondissement

Un homme d'une vingtaine d'années a été abattu dans le 3e arrondissement à Marseille dans la soirée du 22 janvier. « Plusieurs douilles (ont été) découvertes à proximité de la victime », indiquait alors le parquet.

Selon une source policière, la victime a été touchée à la tête par un tir et est décédée malgré l'intervention des secours.

Une enquête des chefs d'assassinat et de participation à une association de malfaiteurs en vue de la commission d'un crime a été ouverte ».

15 février : un adolescent de 17 ans tué à coups de couteau

Frappé à coups de couteau, un adolescent de 17 ans est mort de ses blessures dans la nuit du 14 au 15 février, dans une cité des quartiers nord de Marseille gangrenée par les trafics de stupéfiants.

Il présentait des traces de coups de couteau aux mains et aux cuisses ainsi qu'une plaie ouverte à la tête. La victime portait également les traces de nombreux coups portés par un objet contondant comme une barre de fer.

Le parquet de Marseille a souligné qu'il « était connu de la justice pour plusieurs infractions à la législation sur les stupéfiants ».

Une enquête a été ouverte du chef d'assassinat en bande organisée.

16 février : un homme de 20 ans tué par balles en pleine journée

Le parquet de Marseille a confirmé le 16 février le décès d'un homme âgé de 20 ans, tué par balles dans une

cité du nord de Marseille, précisant que la victime était connue des services de police, notamment pour des infractions à la législation des stupéfiants.

L'homme a été tué par arme à feu vers 14 h 45 dans l'après-midi. Une enquête a été ouverte.

18 février : un homme de 29 ans tué de six balles

Dans la nuit du 17 au 18 février à la Capelette, près du Palais des sports, dans le 10e arrondissement de Marseille, un homme de 29 ans a été abattu de six balles dans le Golden Bar, selon une source policière auprès de France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur. Deux hommes ont tiré dans l'établissement avec une arme de type Kalachnikov, indique la même source.

La victime était connue des services de police pour des faits en lien avec le trafic de stupéfiants, rapporte le journal La Provence. La police judiciaire a été chargée de l'enquête par le parquet de Marseille.

24 février : un homme d'une quarantaine d'années tué par balle

Un homme d'une quarantaine d'années a été tué par balle le 24 février dans une cité défavorisée des quartiers nord de Marseille. La police judiciaire a été saisie de l'enquête.

Après avoir été alertés pour une victime blessée par balle aux alentours de 18 h 30, les secours ont finalement constaté le décès de cet homme en arrivant sur place à la Paternelle, cité gangrenée par les trafics de stupéfiants, ont indiqué des sources policières, confirmant une information du quotidien La Provence.

8 mars : un homme d'une trentaine d'années tué par arme à feu

Un homme d'une trentaine d'années a été tué par arme à feu dans la nuit du 7 à 8 mars à Marseille.

Le corps de la victime, qui présentait plusieurs impacts d'arme à feu, a été découvert par une passante dans une zone résidentielle à proximité de la Cité de Frais-Vallon, une de ces cités des quartiers populaires du nord de Marseille gangrenées par les trafics de stupéfiants, a précisé le parquet de Marseille à l'AFP. Selon une source policière, l'homme a été touché à la tête.

« Une enquête des chefs d'assassinat en bande organisée et association de malfaiteurs » a été ouverte, confiée à la police judiciaire.

13 mars : un corps retrouvé dans le coffre d'une voiture incendiée

Des marins-pompiers du bataillon de Marseille sont intervenus, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 mars, pour un feu de voiture sur un parking dans le 14e arrondissement. Quand ils ont éteint le feu, ils ont trouvé un corps calciné dans le coffre du véhicule, a précisé le bataillon dans un communiqué.

Une enquête a été ouverte et confiée à la police judiciaire.

23 mars : un jeune homme de 20 ans tué en pleine rue

Une nouvelle fusillade a fait un mort à Marseille (Bouches-du-Rhône), dans la nuit du 22 au 23 mars. Un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années a été tué par balles dans un quartier populaire du centre de la ville, a

appris l'AFP de sources policières et auprès des marins-pompiers.

Il s'agirait d'un règlement de comptes, d'après nos confrères de France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'intervention a eu lieu peu avant minuit dans la rue Pottier, dans le 3e arrondissement, à proximité du quartier portuaire de la Joliette, ont précisé les marins-pompiers de Marseille. La victime, un jeune homme qui présentait « neuf impacts de balles », était en arrêt cardio-respiratoire à l'arrivée des secours et n'a jamais pu être réanimée, selon la même source.

29 mars : un jeune homme mort dans un haut lieu du trafic de stupéfiants marseillais

Un jeune homme a été retrouvé mort le 29 mars 2023 dans une cité des quartiers nord de Marseille, sans doute après une blessure par balles.

Cette cité est un des hauts lieux du trafic de stupéfiants marseillais et plusieurs règlements de compte y ont été récemment enregistrés, sur fond de lutte de territoires. Des fusillades y avaient été entendues durant les derniers jours du drame.

Dans la nuit du 2 au 3 avril : quatre morts, dont un adolescent de 15 ans

Sur le fond du trafic de drogue, la nuit du 2 au 3 avril avait marqué un nouveau palier dans ces violences, avec quatre fusillades successives qui avaient fait trois morts sur le coup en deux endroits distincts de la ville. Les victimes étaient âgées de 16, 23 et 29 ans. Et un quatrième décès a ensuite été enregistré, celui d'un adolescent de 15 ans, grièvement blessé sur le coup, confirmé par le parquet le 9 mai.

Le jeune homme avait été touché par des tireurs qui avaient pris pour cible trois adolescents, dans la nuit du 2 au 3 avril, devant un snack du quartier de la Joliette. Un des trois ados visés, âgé de 16 ans, était mort sur le coup. Celui de 15 ans était depuis entre la vie et la mort. Le troisième, âgé de 14 ans, n'avait été que légèrement blessé.

Trois fusillades distinctes avaient eu lieu cette nuit-là. La première est survenue vers minuit près de la cité du Castellans, au nord de Marseille, dans le 15e arrondissement. Deux personnes y sont mortes.

La seconde s'est déroulée tout près, de l'autre côté de l'autoroute A7, près de la cité des Ayalades. Ces deux premières fusillades ont également fait six blessés, dont un grave.

Un peu plus tard dans la nuit, peu avant 1 h du matin, une troisième fusillade a éclaté dans le 2e arrondissement de Marseille, près du quartier portuaire de la Joliette. Une autre personne a été tuée à cet endroit et deux personnes ont été transportées en urgence absolue.

Le parquet avait à l'époque indiqué que l'enquête permettait d'envisager des possibles liens entre les fusillades de cette nuit, alors que les bandes rivales de narcotrafiants sont entrées dans un cycle de vendetta, notamment pour le contrôle des très profitables points de deal.

Quatre personnes avaient été interpellées à la suite de la fusillade de la Joliette, dont une a été mise en



examen, un adolescent de 18 ans.

13 avril : un homme de 26 ans tué dans une fusillade

Dans la nuit du 12 au 13 avril, cinq fusillades ont eu lieu dans la cité phocéenne. Un homme de 26 ans a perdu la vie après avoir été blessé dans une fusillade proche de la Belle-de-Mai (3e arrondissement) qui avait fait également deux blessés.

Les trois hommes, âgés de 21, 26 et 30 ans, ont été visés par des tirs à l'arme longue depuis un véhicule.

Les premiers tirs ont été entendus, vers 23 h, la cité Félix Pyat, dans le 3e arrondissement de Marseille. Peu de temps après, des tirs ont été signalés au niveau du boulevard Banon, dans le 4e arrondissement, où des hommes encagoulés dans une voiture auraient pris un second véhicule pour cible.

Vers minuit, c'est à la Busserine (14e arrondissement) que des coups de feu ont retenti. Une fusillade a été signalée un peu plus tard du côté de la cité Consolat, dans le 15e.

23 avril : un homme de 18 ans tué dans une cité des quartiers nord

Dans la soirée du 23 avril, un homme de 18 ans a été tué d'une balle dans la tête dans la cité du Mail, dans le 14e arrondissement de la ville, une cité des quartiers nord paupérisés de Marseille sur fond de trafic de drogue, a-t-on appris de sources policières.

La victime était assise dans un canapé au pied d'un immeuble rongé par le trafic de drogues. Des hommes armés sont descendus d'une voiture et lui ont tiré dessus avant de prendre la fuite, selon la police. Leur véhicule a plus tard été retrouvé, calciné.

La police judiciaire a été saisie de l'enquête.

24 avril : un homme de 63 ans tué dans une fusillade

Un homme de 63 ans a été tué et un trentenaire grièvement blessé dans une fusillade le 24 avril, dans une cité des quartiers nord de Marseille gangrenée par le trafic de drogues.

Le sexagénaire a reçu plusieurs impacts de balles au niveau du thorax et était déjà décédé à l'arrivée des secours près d'un établissement de restauration rapide situé à côté d'un point de deal au sein de la cité de la Busserine (14e arrondissement). Sans doute une des très rares victimes collatérales de cette guerre de territoire à laquelle se livrent les trafiquants dans la deuxième ville de France.

11 mai : une femme de 43 ans tuée par balles près d'un point de vente de drogue

Une femme de 43 ans a été touchée,

dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 mai, par des tirs à la Traverse du Vieux-Moulin, à la cité Saint-Joseph (14e arrondissement) dans les quartiers pauvres du nord de Marseille.

Le parquet de Marseille a apporté des précisions sur le déroulement des faits, expliquant que « plusieurs individus ont tiré en rafale au niveau du point de vente de stupéfiants » et que « plusieurs véhicules stationnés à proximité » ont été touchés.

Dans l'un d'eux se trouvait la quadragénaire qui a perdu la vie, ainsi que sa fille de 21 ans, blessée légèrement. « Un homme de 55 ans qui se trouvait dans un autre véhicule » a également été atteint « par des projections », ajoute le parquet.

« Les victimes ne sont pas connues des services de police et de la justice », a insisté le parquet, laissant entendre qu'il pourrait s'agir de victimes collatérales de la guerre des clans dans le trafic de drogue qui ensanglante Marseille. L'enquête, confiée à la police judiciaire, devra le confirmer.

21 mai : trois hommes d'environ 25 ans tués par balles

Peu après cinq heures du matin, ce dimanche, des inconnus circulant en voiture ont ouvert le feu à la kalachnikov sur un autre véhicule à bord duquel se trouvaient cinq hommes, dans un quartier plutôt résidentiel du 11e arrondissement à Marseille, dans l'est de la ville.

Les victimes avaient quitté peu auparavant une boîte de nuit et roulé sur plusieurs centaines de mètres quand leur voiture a été prise pour cible, selon cette source.

Trois des hommes visés, âgés d'une vingtaine d'années, ont été mortellement touchés, le médecin des pompiers constatant leur décès sur place. Les deux autres n'ont pas été blessés et un a réussi à prendre la fuite.

Les agresseurs ont ensuite pris la fuite à bord de leur véhicule. Une voiture en feu a été retrouvée incendiée peu après non loin, un mode opératoire habituel dans les règlements de compte liés aux stupés, même s'il n'était pas immédiatement confirmé qu'il s'agissait de celle utilisée par les assaillants.

L'enquête a été confiée à la police judiciaire. Selon une source proche de l'enquête, les hommes visés, originaires d'une cité touchée par les trafics de drogue, étaient connus des services de police.



Hapta, l'applicateur de maquillage qui change la vie des personnes à mobilité réduite

Dans le cadre de la Journée mondiale de sensibilisation à l'accessibilité, on s'est intéressé aux innovations qui font avancer la cause de « la plus importante minorité au monde », à savoir les personnes souffrant d'une forme de handicap. C'est le cas dans l'industrie de la beauté avec L'Oréal qui propose cet applicateur de maquillage intelligent et fait un premier pas vers l'inclusivité.

Mettre du rouge à lèvres. Un geste banal pour certains qui peut pourtant se révéler contraignant pour d'autres, qu'ils aient une mobilité réduite du bras ou de la main. Mais le secteur cosmétique entend bien pallier ce manque à l'aide des nouvelles technologies, et rendre le maquillage enfin accessible pour tous.

Longtemps oubliées par les marques, tous secteurs confondus, les personnes en situation de handicap semblent enfin sortir de l'invisibilité. Après l'industrie de la mode, qui tente par des lancements timides, mais bel et bien réels, de proposer des vêtements plus inclusifs, c'est au tour de celle de la beauté de se réinventer pour permettre au plus grand nombre de prendre soin de sa peau, et surtout de rendre l'expérience maquillage plus simple et agréable. Chose banale pour beaucoup, mais qui se révèle bien plus difficile pour ce que l'on nomme « la plus importante minorité au monde ». Plus d'un milliard de personnes vivent aujourd'hui avec une forme de handicap, soit près de 15 % de la population mondiale, d'après l'OMS, et si tous ne rencontrent pas des difficultés à se maquiller, nombreux sont celles et ceux pour lesquels, du fait d'une mobilité réduite, appliquer du mascara ou du rouge à lèvres peut relever du parcours du combattant. Mais les nouvelles technologies pourraient rapidement changer la donne. Si la beauty tech se mettait jusque-là essentiellement au service de la personnalisation et de la vente en ligne, elle se révèle aussi indispensable pour rendre la beauté plus inclusive. En témoigne la dernière innovation présentée par un géant du secteur au Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas, qui se tenait janvier dernier.

La technologie pour oublier son

handicap

La force de frappe des réseaux sociaux est telle qu'elle pousse aujourd'hui les marques à s'engager sur tous les plans, notamment sociaux et environnementaux, sous peine de voir ses cibles de prédilection s'échapper vers d'autres horizons. Résultat, nombreux sont les secteurs, dont la mode et la beauté, qui œuvrent pour être toujours plus inclusifs. L'Oréal compte parmi les acteurs des cosmétiques qui se sont engagés depuis plusieurs années à rendre le handicap visible, via de nombreux programmes, mais aussi ses égéries et porte-paroles L'Oréal Paris, parmi lesquelles Aimee Mullins dès 2011, mais aussi Bebe Vio et Marie Bochet. Dans le cadre du CES 2023, le groupe fait un pas de plus vers l'inclusivité avec la présentation d'une innovation destinée à faciliter l'expérience beauté des personnes à mobilité réduite. Baptisée Hapta, celle-ci se matérialise sous la forme d'un « applicateur de maquillage intelligent, portable et de haute précision » qui devrait permettre dès 2023 aux personnes ayant une mobilité réduite du bras ou de la main de mettre du rouge à lèvres avec plus de facilité.

Actuellement en cours de développement, cet applicateur devrait être doté d'une technologie créée par la société américaine Verily, pensée pour permettre aux personnes à mobilité réduite « d'utiliser [des] couverts de façon plus stable ». L'appareil connecté et portable repose sur une « combinaison de mouvements intelligents » capable de reproduire ceux d'une routine de maquillage via toutes sortes d'accessoires personnalisables. Cela peut aller du maniement d'emballages à une application précise d'un produit comme un mascara ou un rouge à lèvres, par exemple.

« Hapta est équipé d'une fixation magnétique qui pivote à 360 degrés et offre une flexibilité de 180 degrés, pour une utilisation ergonomique et facile. Une fonction 'clic' permet de définir intuitivement la position souhaitée, de la maintenir pendant l'utilisation et de verrouiller le réglage pour une utilisation ultérieure. [L'applicateur] est livré avec une batterie intégrée permettant un usage continu durant une heure », détaille



L'Oréal dans un communiqué.

Des innovations qui vont faire grand bruit

Il faut le reconnaître, l'industrie de la beauté ne s'est encore que très peu ouverte au handicap. En 2019, quelques mois avant le début de la pandémie de Covid-19, la marque Grace Beauty s'était distinguée pour avoir lancé une série d'accessoires destinée à faciliter l'application du mascara. L'idée ? Trois poignées différentes pour permettre aux personnes à mobilité réduite d'optimiser leur expérience maquillage. Des innovations qui avaient fait grand bruit, mais qui n'ont vraisemblablement pas permis à la marque en question de gagner en visibilité, ses dernières publications sur les réseaux sociaux datant d'avril 2019 et son e-shop n'étant désormais plus accessible.

À l'initiative d'un couple, Laurent et Sophie, l'institut de bien-être et de beauté Dulcenae a lui aussi contribué à rendre la beauté plus inclusive, accueillant hommes et femmes qui ne se sentent pas de pousser les portes d'un institut classique, car n'embrassant pas les fameuses normes d'une indus-

trie qui peine à briser certains stéréotypes. Ici, ce sont des socio-esthéticiennes qui délivrent les soins personnalisés à chaque client, quels que soient sa problématique et son besoin, avec l'objectif de lui offrir un moment de détente et de bien-être, mais aussi d'améliorer sa confiance en soi. Un lieu qui accueille tout le monde, mais s'ouvre plus particulièrement à celles et ceux qui ont un handicap physique, une maladie, un problème de peau tel que de l'eczéma, ou présentant un surpoids ou une obésité.

Encore rares, ces initiatives témoignent pourtant de la nécessité de rendre la beauté plus inclusive, et ce, à très grande échelle. L'applicateur de maquillage de L'Oréal est un nouveau pas en ce sens. Il fera l'objet d'un lancement dans le courant de l'année via l'une des marques phares du groupe, Lancôme, sous la forme d'un applicateur de rouge à lèvres dans un premier temps. « D'autres applications de maquillage seront proposées ultérieurement », précise le géant des cosmétiques.

En Bref...

Près de cinq ans après le succès de sa trottinette G30 MAX, Segway-Ninebot remet son ouvrage sur le métier. Le fabricant lance en France ce 24 mai sa MAX G2. Cette machine survitaminée, qui avance de vraies évolutions par rapport à son aînée, peut-elle nous convaincre d'investir dans ce mode de transport alternatif ?

Une machine belle et puissante

N'y allons pas par quatre chemins : le rédacteur de ce test mesure 1,91 mètre et pèse un bon quintal. Utiliser une trottinette n'est pas pour lui un problème en soi, encore faut-il que ladite trottinette soit adaptée à son gabarit. Mesurant 1.210 x 570 x 1.264 mm dépliée et 1.210 x 570 x 605 mm pliée, la nouvelle KickScooter MAX G2 de Segway-Ninebot semblait d'emblée faire partie des engins adaptés à sa taille et son... embonpoint.

Bel objet d'ailleurs que cette MAX G2, à la qualité de fabrication décelable au premier contact et à la fiche technique avantageuse. Au premier rang de ses arguments figure son moteur de 450 W (jusqu'à 900 W en crête). Sur le papier, c'est beaucoup mieux que les 350 W du précédent modèle. La batterie embarquée aligne, elle, 551 Wh (15.300 mAh), une caractéristique identique sur la trottinette G30 MAX. Bon point : intégrant son propre transformateur, cette batterie se recharge avec un simple câble standard. Pas besoin de se trimbaler un bloc d'alimentation lourd et massif dans un sac à dos pour la recharger au bureau. Il faut compter environ 6 heures pour une charge complète.

Des clignotants présents de part et d'autre du guidon (qui a été allongé pour la circonstance), ainsi qu'un klaxon électronique complètent le tableau. Toujours présent au centre du guidon, un petit écran LCD coloré pour afficher vitesse, le niveau d'assistance parmi les trois proposés, ainsi que l'autonomie de la batterie. L'application Segway-Ninebot permet quant à elle d'ajuster quelques paramètres, de cartographier ses déplacements, mais aussi de connaître l'autonomie dont on dispose en pourcentage (plus pratique que le système de barres sur la console du guidon).

Plus encore, la MAX G2 offre un confort de circulation véritable. Son deck est large et supporte généreusement les grosses pointures (du 47 fillette pour votre serviteur !). Les pieds placés en « T », ils trouveront instantanément une position de conduite idéale et confortable. La suspension hydraulique avant et la double suspension arrière absorbent sans faillir les petites imperfections du bitume, aidées en cela par les pneus de 10 pouces qui équipent la trottinette. Autocicatrisants, ces pneus contiennent un gel qui, en cas de perforation jusqu'à 4 mm, recouvrira et protégera la bande de roulement. Le risque de crevaison est donc limité.



Sueurs nocturnes : Quelles causes, quelles solutions ?

Vous voilà brutalement réveillé, la nuit. Les draps sont humides et vous, trempé. Au-delà d'être inconfortables, les sueurs nocturnes peuvent révéler un trouble plus ou moins grave. Face à des causes multiples, quelles sont les solutions ?

Transpiration excessive la nuit ou hyperhidrose du sommeil : qu'est-ce que c'est ?

Aussi connues sous le nom d'hyperhidroses du sommeil, les sueurs nocturnes touchent aussi bien les hommes que les femmes et les impactent dans leur quotidien. Parfois ponctuelles, ou répétitives, ces sueurs menacent considérablement la qualité du sommeil et engendrent un état de fatigue avec tous les désagréments que cela implique : troubles de la concentration, irritabilité, anxiété, voire dépression. « Il y a tout un panel de causes, dit la Dre Jeanne Villeneuve, médecin généraliste. Pour s'en débarrasser, il est important d'orienter l'origine grâce à un interrogatoire puis un examen clinique si nécessaire. Car une sueur nocturne arrive rarement seule, il y a toujours des symptômes associés. »

Qu'est-ce qui peut provoquer des sueurs nocturnes ? Quelles solutions pour chaque cause ?

C'est peut-être votre alimentation !

Les dîners copieux augmentent la température du corps, nécessitant un temps de digestion plus long. « Il est recommandé de manger léger le soir », conseille



la médecin. Aussi, mieux vaut éloigner les sucreries qui font particulièrement suer. La raison ? Une surproduction d'insuline pour réguler la glycémie. « Les personnes prédiabétiques, de par leur alimentation, développent des hypo- et hyperglycémies qui, souvent, entraînent des sueurs nocturnes », précise le Dr Patrick Lemoine, avant d'alerter sur les mets épicés, qui « sont également à éviter » puisqu'ils élèvent la température interne du corps.

Pourquoi je transpire beaucoup ? Méfiez-vous de l'alcool et des drogues

L'alcool peut provoquer des sueurs nocturnes. Perturbant les cycles du sommeil, il entraîne de nombreux micro-éveils et fait transpirer. « Un verre de vin le soir peut provoquer des apnées, entraînant des sueurs », indique Patrick Lemoine. Au-delà de la consommation, le sevrage à l'alcool ou aux drogues engendre aussi des suées. « Mais nous savons que c'est transitoire, lance le psychiatre. Les

sueurs nocturnes durent seulement le temps du sevrage. »

Les antidépresseurs peuvent également avoir pour effets indésirables ces fameuses suées. « Dans ce cas, il est important de consulter son médecin pour changer de traitement », conseille le Dr Lemoine.

Vous faites de l'apnée du sommeil

L'apnée du sommeil, qui se manifeste par des arrêts involontaires de la respiration (jusqu'à 1 minute), entraîne une baisse de l'oxygénation du sang durant le sommeil. Résultat : le taux de gaz carbonique sanguin augmente, entraînant une transpiration excessive. « On a alors recours à la pression positive continue (PPC) », explique Patrick Lemoine. Cette machine envoie de l'air dans les voies aériennes supérieures, afin d'empêcher leur fermeture et de préserver l'oxygénation.

Pourquoi je transpire la nuit ? Vos hormones fluctuent (ménopause, grossesse...)

Les sueurs nocturnes

peuvent être liées à une diminution du taux d'œstrogènes, « souvent observée chez les femmes lors de l'initiation d'une contraception, des menstruations, d'une grossesse ou de la ménopause », précise Jeanne Villeneuve. Pour la ménopause, un traitement hormonal substitutif peut être prescrit.

Vous souffrez d'hypersudation ? Votre thyroïde s'emball

La température corporelle augmente. « Tous les symptômes d'hyperthyroïdie renvoient à un hypermétabolisme, explique la médecin généraliste. Vous mangez beaucoup, vous allez souvent aux toilettes, vous ne dormez plus... et vous avez une transpiration excessive. » Il est alors recommandé de se voir prescrire un traitement capable de bloquer la production d'hormones thyroïdiennes.

Comment éviter d'avoir une sudation nocturne abondante ? Quand s'inquiéter ou consulter ?

En cas de bouffées de

chaleur nocturnes répétées et dont vous n'arrivez pas à déterminer l'origine exacte ou si vous avez d'autres symptômes, il est important de consulter votre médecin généraliste car cette transpiration excessive la nuit peut être considérée comme le signe d'une pathologie grave. « Je pense à des tumeurs digestives endocrinologiques, aux cancers du sang, indique la médecin généraliste. Et il y a plusieurs autres causes infectieuses (endocardites, abcès

profonds, tuberculose). » Ce dernier pourra poser un premier diagnostic en réalisant un examen clinique éventuellement accompagné d'un bilan sanguin et vous proposer un traitement adapté, en fonction du résultat. Si la cause de la sudation nocturne est complexe, le médecin pourra vous orienter vers un spécialiste (médecin du sommeil, endocrinologue, gastro-entérologue...).

Quelques solutions simples peuvent vous aider à réduire vos bouffées de chaleur la nuit

- Privilégier les tissus en fibres naturelles (coton, soie, lin).

- Aérer sa chambre quotidiennement pendant environ 10 minutes.

- Maintenir une température adaptée dans la pièce (autour de 18-19 °C).

- Adopter une meilleure hygiène de sommeil (dîner léger, relaxation, exercices de respiration) ;

- Réduire le stress ;
- Éviter l'accumulation de couettes et de couvertures.



Voici comment aider les abeilles et les accueillir au jardin



Les abeilles ont besoin de votre aide ! Menacées d'extinction, elles sont de moins en moins nombreuses, pourtant elles jouent un rôle primordial pour la survie des végétaux et la biodiversité. Découvrez tous nos conseils pour les attirer et les accueillir dans votre jardin et ainsi contribuer à protéger ces précieux pollinisateurs.

Les abeilles sont essentielles : sans elles, certaines fleurs ne pourraient pas se reproduire. Les végétaux ont besoin à la fois d'abeilles domestiques - qui vivent en colonie dans des ruches - et d'abeilles sauvages : ces dernières sont les plus menacées et assurent la plus grande partie de la pollinisation.

Comment faire venir les abeilles au jardin ?

Les abeilles, lorsqu'elles viennent butiner, sont à la recherche de plusieurs ingrédients nécessaires à leur survie : le nectar et le pollen. Pour recevoir la visite d'un maximum d'espèces

d'abeilles, il faudra choisir des fleurs de formes et de couleurs différentes.

Sélectionnez des fleurs qui s'épanouissent à différentes époques. Une floraison étalée permettra de recevoir les abeilles du début du printemps à la fin de l'automne.

Aménagez un point d'eau à proximité de vos fleurs pour qu'elles puissent se désaltérer.

Ces insectes sont attirés par le parfum des fleurs mais aussi par leur couleur. Voici celles qu'elles affectionnent en particulier : le bleu, le violet et le jaune.

Laissez dans votre jardin un coin à l'état naturel : les abeilles aiment le désordre : la boue, les souches d'arbres et les feuilles mortes sont autant de refuges possibles où elles trouvent un peu de repos. Elles raffolent également des fleurs sauvages qui poussent dans la pelouse : ne tondez pas trop votre gazon !

Bannissez les pesticides, les insecticides et les produits chimiques.

Quelles fleurs semer pour attirer les abeilles ?

Les abeilles sont attirées par les plantes mellifères (également appelées nectarifères), qui produisent du nectar, du pollen mais aussi du propolis ou du miellat (qui se trouve essentiellement dans les arbres). Plus les parfums, les espèces et les couleurs seront variés, plus vous aurez de visiteuses butineuses. Voici comment choisir les meilleures combinaisons de végétaux :

Les fleurs indigènes et sauvages, qui poussent naturellement à un endroit sont souvent les plus adaptées. Elles aiment les pissenlits, les trèfles blancs, les pâquerettes, les pavots...

Pour un grand massif fleuri, le choix est vaste, vous pouvez privilégier ces fleurs que les abeilles affectionnent surtout : la lavande, les dahlias, les jacinthes, les soucis, les tournesols, les pois de senteur, les digitales, les scabieuses...

Le potager peut aussi être un lieu d'accueil pour les abeilles, qui aiment les fleurs de courgettes, de citrouilles, de fraises ou de melons.

Si vous possédez une ruche, certaines plantes permettront aux abeilles domestiques de produire des miels délicieux aux goûts variés : la lavande, le thym, le tilleul, la bruyère, le tamaris, la coriandre.

D'autres plantes aromatiques présentent des fleurs mellifères : la sauge, le romarin, la menthe, la mélisse...

Sur un balcon en ville, vous pouvez également offrir une halte aux abeilles, en ajoutant un point d'eau et privilégiant des espèces en pot : le népéta, les plantes aromatiques, la lavande, des espèces naines d'agastaches par exemple...

Vous bénéficiez d'un grand espace au sol et souhaitez aider les abeilles, sans avoir à réfléchir à quelles plantes sélectionner ? La plupart des jardinerie vendent des sachets de prairie fleurie mellifère. Elles pousseront facilement, donneront un aspect champêtre à votre espace et attireront à coup sûr les abeilles mais aussi d'autres insectes pollinisateurs.

Sur les terrains plus grands, certains arbres sont aussi les alliés des abeilles : l'érable champêtre, le châtaignier, le pommier, le merisier, le poirier, le tilleul.

N'hésitez pas à ajouter à votre jardin quelques fleurs d'hiver, qui produiront encore du pollen aux premiers jours du printemps quand les abeilles sauvages reprennent leur activité, même s'il fait encore froid, comme les hellébores ou les perce-neiges.

Quel abri choisir pour héberger les abeilles ?

Pour soutenir les abeilles solitaires qui ne vivent pas en ruche, vous pouvez en plus du couvert leur fournir le gîte. Sans un endroit agréable où séjourner, elles visiteront votre jardin mais n'y resteront pas. Attention toutefois à prendre quelques précautions d'usage : une abeille menacée peut piquer et cela peut

avoir des conséquences chez les personnes allergiques. Lorsqu'elles forment un essaim au printemps, ne vous approchez pas mais ne le détruisez pas non plus : c'est interdit. Vous pouvez éventuellement proposer à un apiculteur de le récupérer.

Les abeilles sauvages apprécient les tanières comme le bois naturel, les souches d'arbres, les herbes hautes. Elles aiment également s'abriter dans des tiges creuses, comme celles du sureau, du buddleia ou du framboisier.

Vous pouvez leur proposer un «hôtel» : soit en le fabriquant, soit en l'achetant déjà construit dans une jardinerie.

Construisez-le à partir d'une bûche, en y perçant des trous de diamètres différents, environ 5 à 10mm et sans transpercer complètement la bûche.

Vous pouvez aussi créer des tubes à partir de tiges creuses de bambou ou de sureau.

Placez le refuge à proximité des fleurs, dans un espace orienté au sud et un peu en hauteur.

Vous pouvez également faire le choix d'installer une ruche pour récolter votre propre miel. C'est assez facile à réaliser mais il faut s'informer et se préparer en amont. Pour cela, renseignez-vous auprès de votre mairie sur les normes en vigueur et obtenir un numéro d'immatriculation auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations.

Pourquoi les femmes ont-elles plus de poils au menton

Certaines femmes en ont honte, et pourtant, il est commun de voir apparaître quelques poils sur son menton passé la cinquantaine. Comment expliquer ce phénomène ? Que faire face à ces poils ? Une endocrinologue nous éclaire sur le sujet.

Source de complexes, la présence de poils au menton concerne près de 10% des femmes. Son nom scientifique ? L'hirsutisme. Comme nous l'explique le Dr Kenza Sekka, endocrinologue, il s'agit plus précisément de "poils épais, foncés et excessifs qui apparaissent dans des zones qui sont normalement sans poils chez la femme". Quelles sont les causes de ce trouble et comment s'en débarrasser si l'on en ressent le besoin ? Notre experte nous dit tout.

Les poils au menton chez les femmes, un phénomène hormono-dépendant

L'hirsutisme chez la femme est principalement dû à un dérèglement hormonal : "La femme produit normalement des androgènes en quantité minime. Lors d'un dérèglement hormonal ou à l'approche de la ménopause, la production d'hormones sexuelles féminines (œstrogènes et progestérone) diminue, ce qui induit une augmentation de la production d'androgènes (testostérone). L'augmentation du taux de testostérone dans le sang cause une stimulation accrue de la croissance des poils au niveau de certaines zones hormonodépendantes comme le menton et transforme ainsi le duvet en poil épais", résume

notre médecin expert.

La ménopause, la période la plus à risque pour voir apparaître les poils au menton

L'arrêt des menstruations chez la femme est source de nombreux changements : acné, prise de poids, sécheresse cutanée sont très souvent au programme. À cette liste peu réjouissante, peut s'ajouter l'hirsutisme. "En effet l'arrêt de l'activité ovarienne déséquilibre la balance hormones féminines/hormones masculines chez la femme au profit des hormones masculines", nous précise le Dr Kenza Sekkat. Bien sûr, d'autres facteurs plus spécifiques peuvent contribuer à l'apparition des poils au menton, comme des antécédents familiaux de poils excessifs, une mauvaise hygiène de vie (stress,

alimentation déséquilibrée) ou encore l'utilisation de produits de soins de la peau non adaptés et irritants.

Comment se débarrasser des poils au menton sans risquer de stimuler leur pousse ?

Il est tout à fait possible de retirer les poils du menton, mais attention : il convient de choisir une méthode d'épilation adaptée :

Le rasoir est à proscrire car les poils repoussent plus vite, plus drus et plus foncés en plus d'irriter cette zone fragile du visage.

La cire, en plus d'être douloureuse, peut entraîner des irritations et des poils incarnés. L'épilation au laser est efficace, mais avec un risque de repousse paradoxale de nouveaux poils

à côté de la zone traitée si des précautions ne sont pas adoptées notamment la stabilisation d'un éventuel dérèglement hormonal avant la procédure.

L'électrolyse ou épilation électrique est aussi une alternative qui permet de retirer les poils un à un, quoique plus fastidieuse et plus douloureuse.

"Dans tous les cas, ces traitements cosmétiques devront être réalisés par des médecins spécialistes dermatologues ou médecins esthétiques, prévient Kenza Sekkat. Ils sauront orienter et conseiller en fonction de la sensibilité de la peau, de la densité des poils et de la cause sous-jacente".



Le musicologue Abdelkader Bendameche Une carrière vouée à la sauvegarde et à la collecte de la mémoire collective nationale

Sara Boueche

Spécialiste de la poésie et de la musique du terroir Abdelkader Bendameche est né le 26 septembre 1949 à la commune de Mazagran (Mezeghrène) à Mostaganem. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, et de quelque trente-cinq coffrets, retraçant une riche thématique, notamment dans la poésie melhoun et la chanson chaâbi, il est diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration. Cadre supérieur au ministère de la Culture durant de longues années, membre du Conseil national économique et social depuis sa création en 1994, producteur d'émissions de radio et de télévision dans le domaine musical, il est Commissaire général du festival national de la chanson chaâbi (2007 à 2012) dont il est le principal initiateur. Il est également directeur du festival national de la poésie melhoun dédié à cheikh Sidi Lakhdar Benkhelouf depuis 2013 à ce jour. Il préside aujourd'hui aux destinées du Conseil National des Arts et des Lettres institué depuis l'année 2012 il a, à son actif, plusieurs ouvrages consacrés principalement au patrimoine musical dont les deux derniers (2009 et 2012) retracent la vie et l'oeuvre de Mahboub Bati et Cheikh Hssisen Avec sa série Les Grandes Figures de l'Art Musical Algérien,

Abdelkader Bendameche effectue un travail nécessaire et ambitieux. « Un peuple sans passé est un peuple sans avenir », cette phrase de Gramsci citée en exergue à l'ouvrage indique le ton général tout de passion révérencielle pour la musique et les artistes de son pays. Usant d'un style vivant et dépouillé, il reconstitue les biographies de centaines de poètes, chanteurs et musiciens algériens des temps reculés à nos jours. La série qui en prévoit cinq en est à son quatrième tome où sont recensés les noms et les oeuvres de pas moins de 300 personnalités artistiques chanteurs, musiciens et poètes du XVIe siècle jusqu'à nos jours. Ainsi, un parcours après l'autre, ce sont des pans entiers de l'histoire vécue d'une « Algérie oubliée » qui sont restitués. Les écoles musicales y sont énumérées avec les maîtres et les disciples qui en ont assuré la pérennité. Celle de Constantine avec cheikh Sid Ahmed Bestandji (1875-1946), qessad de la confrérie des Khouans Hansala et auquel l'Académie de musique arabe a rendu un vibrant hommage lors de son 16eme Congrès en 2001. Y est retracé également le compagnonnage des deux frères tlemcéniens Mohamed (1852-1915) et Ghouti (1854-1917) Dib, élèves du célèbre cheikh Menouar qui « n'a ménagé aucun effort quant à leur

formation dans l'interprétation et l'exécution de la structure musicale andalouse ». Ainsi que Abderahmane Saidi (de son vrai nom Reghaï), (1880-1931), qui excellait dans l'interprétation de toutes les facettes du patrimoine musical citadin : ce sont entre autres la sanaa classique, le madih dini et le hawzi On y apprend que le répertoire de cheikh Hamou Reggani dit Fergani (1884-1972) recèle le célèbre Qalou larab qalou, Sabah el kheir âlik et El Boughi tant appréciés, tant repris. Un chapitre consistant est consacré à Sidi Lakhdar Benkhelouf (1480-1605), barde et mystique du Dahra, « moudjahid et homme de savoir qui fut un chroniqueur et un saint et qui s'est éteint à l'âge de 125 ans et demi ». Soixante-dix-neuf titres de ses poèmes sont cités dont Qesset Mezeghrène qui relate la célèbre bataille à laquelle il participa, contre les Espagnols dirigés par le comte d'Alcaudète, gouverneur d'Oran, venu à la tête d'une armée de 12 000 hommes et dont les Algériens triomphèrent. Aussi célèbre, le turbulent Ibn Mseyeb qui vécut à Tlemcen et qui dut s'exiler en raison de ses opinions « fougueuses et revendicatrices d'un ordre à changer ». S'insurgeant contre les gouvernants de l'époque, les Abdelwadides et l'ordre cruel des beys, il a été l'inégalable poète des voluptés et de l'amour.



Après son exil, il s'adonne au soufisme et aux oeuvres mystiques. Il s'est éteint en 1768 et sa tombe se trouve à Tlemcen au cimetière Sidi Senoussi. Et la silsila continue jusqu'à ceux d'aujourd'hui au parcours non moins tourmenté. Abdelkader Meksa né en 1954 à Mira dans le massif d'Ath Djenad en Kabylie, meurt en exil en 1988 à Créteil dans la banlieue parisienne, à l'âge de 34 ans. Il laisse un répertoire touchant dont Loundja, Thafsouth, Andha tellidh, Thagrawla Les femmes artistes ne sont pas oubliées par le biographe. En premier lieu Beggar Hedda (1920-2000), la brillante interprète des chants de l'Est algérien, son talent miraculeux, son destin malheureux, sa fin misérable Chebba Zoulikha

(1956-1993), l'enfant surdoué à la voix magnifique qui meurt prématurément Saleha Es Saghera (1942-2000), Bahia Farah (1917-1984), et toutes les autres L'ouvrage est complété d'un lexique des termes musicaux et d'une douzaine de pages de photographies d'époque. Une notice de l'auteur présente un listing des artistes que le tome III de la série présentera. Abdelkader Bendameche, passionné de musique et d'histoire de l'art, plus connu pour ses émissions radiophoniques et télévisuelles, inaugure ainsi un archivage de biographies artistiques qui même succinctes peuvent constituer un outil de travail intéressant pour les étudiants comme pour tout lecteur que le patrimoine artistique contemporain passionné.

Lee John documente l'histoire de la musique noire

Triste de voir que les jeunes britanniques ne connaissent pas grand chose de l'histoire de la musique noire du Royaume-Uni, Lee John, gloire du funk des années 1980, s'est donné pour mission de faire connaître ces artistes à l'influence parfois méconnue. Lee John a connu un succès retentissant avec le groupe Imagination dont le titre « Just an Illusion » s'est vendu à plus de 30 millions d'exemplaires dans le monde. Il travaille depuis dix ans à un documentaire pour montrer la richesse de la musique noire britannique, souvent sous-estimée derrière l'écrasant modèle américain. « Le problème de la musique noire c'est que de nombreux jeunes ne savent même pas qui, comment, quoi et d'où les choses viennent », explique-t-il. « Ils ont l'impression que tout a commencé dans les années

1990! » En dix ans, il a déjà rassemblé 400 heures d'images remontant à travers les décennies à la deuxième moitié du XXe siècle. Intitulé « Flashback » (comme une autre chanson phare d'Imagination), ce documentaire encore au stade de projet, sans date ou support de diffusion à ce stade, est la « passion » de sa vie, assure-t-il. Il a notamment mené plus de 100 entretiens avec de nombreux artistes qui ont façonné la musique noire au Royaume-Uni, comme la chanteuse de R&B et soul Jaki Graham, le compositeur et chanteur Labi Siffre, dont plusieurs titres ont été « samplés » par des rappeurs tels Jay-Z, Eminem ou Kanye West, ou encore la chanteuse Maizie Williams du groupe Boney M. - « Propre voix » - Lee John et Imagination ont

eux-mêmes participé dans les années 1980 à l'émergence d'une nouvelle vague de musiciens noirs britanniques. Le chanteur, né à Londres dans une famille originaire de l'île caribéenne de Sainte-Lucie et qui a grandi à New York dans les années 1960 et 1970 avant de revenir au Royaume-Uni, se souvient de sa surprise lorsqu'il a assisté à cette effervescence musicale, à l'image de ce qui se passait aux Etats-Unis. « Je me suis dit +Wouah, c'est très intéressant, on peut donc aussi réussir ici+, se remémore-t-il, estimant que cette époque « a vraiment changé la trajectoire de la musique noire britannique au niveau mondial ». « Je sentais qu'il y avait une sorte de spontanéité dans ce que nous faisons tous, mais ce que nous n'avions pas c'était un soutien dans la distribution et le marketing », ajoute-t-il.

Mais avec les succès croissants d'artistes comme Sade, le chanteur de reggae Maxi Priest ou le groupe pop-funk The Cool Notes, les maisons de disques réalisent l'intérêt que suscitent ces chanteurs à l'étranger et commencent à investir sur eux. « Nous avons montré que nous pouvions faire notre propre musique. Nous avons imité les Américains mais j'ai senti que nous avions trouvé notre propre voix », estime Lee John. Alors que plusieurs des artistes qu'il a interviewés pour son projet de documentaire sont depuis décédés, il se dit heureux de pouvoir contribuer à transmettre leur héritage. « La moitié des artistes actuels ne feraient pas ce qu'ils font aujourd'hui sans ces autres artistes » du passé et « c'est pour cela que (les jeunes) doivent en apprendre davantage sur (...) l'histoire de la musique noire



britannique », défend-il. Lee John souhaiterait aussi « apporter un message positif » aux jeunes noirs d'aujourd'hui, confrontés aux gros titres négatifs de certains médias sur les gangs, les crimes au couteau, ou même la situation sociale du pays.



L'évolution de la poésie arabe à travers les âges

La poésie arabe a une longue et riche histoire qui remonte à l'époque préislamique. Avant l'avènement de l'islam dans la péninsule Arabique, la poésie jouait un rôle important dans la société arabe. Elle servait de moyen de communication, de divertissement et d'expression culturelle.

Les premiers poèmes de l'ère préislamique étaient souvent sous forme de «Qasida», un long poème avec un schéma de rimes et une métrique fixes, généralement récitée lors de rassemblements publics. Ces poèmes célébraient souvent les vertus des héros tribaux, décrivaient la beauté du monde naturel ou exprimaient le chagrin et le désir d'un amoureux.

L'un des marchés les plus connus était le souk Okaz, situé à Taïf, au nord-est de la ville. C'était l'un des trois principaux marchés arabes de l'époque préislamique, avec les marchés de Majna et de Dhul-Majaz.

Okaz était principalement une destination commerciale locale. Pourtant, le souk a gagné en popularité grâce aux Mu'allaqat (les Suspendues).

Les Suspendues sont nées parce que la poésie était considérée comme précieuse pour les gens de l'époque. Elle était accrochée à l'extérieur ou à l'intérieur de la Kaaba à La Mecque, ou dans les marchés pour que les clients puissent lire. Ainsi, les poèmes ou la poésie «se suspendent»

dans l'esprit de la personne.

Il y a des poètes dont les poèmes sont devenus populaires grâce à Okaz en raison de leurs répétitions fréquentes, comme Imru' al-Qais, Omar ben Kulthum, Antarah ben Chaddad, Al-Nabigha al-Dhubiani, Zuhair ben Abi Salma et Tarfa ben al-Abd.

Khalid Altaweel est journaliste et écrivain pour le magazine Al-Yamamah. Il est également poète et a publié un recueil de poèmes, «Shagaya», ainsi qu'un livre sur les visions dans la littérature, la culture et les médias.

«Okaz était une plate-forme poétique où ils avaient l'habitude de se rassembler pendant un mois chaque année, récitant de la poésie et donnant leur avis sur les grands poètes comme Al-Nabigha al-Dhubiani, pour qui ils ont érigé une tente à l'avant du souk, afin que les gens écoutent ses critiques et sa capacité à distinguer les bons des mauvais poèmes», déclare-t-il.

Il ajoute : «La poésie à cette époque ne se limitait pas au souk d'Okaz ou aux marchés arabes, mais elle voyageait à travers les villes, les magasins, les ruelles ou les clubs avec les poètes, même lorsqu'ils traversaient les vastes déserts à dos d'animaux». Au cours des siècles qui ont suivi les Mu'allaqat, la poésie arabe a continué d'évoluer, prenant de nouvelles formes et thèmes, jusqu'à ce qu'elle atteigne son style Nabati actuel. Depuis

le XVIIe siècle, la vie dans la péninsule Arabique comprend la poésie Nabati.

Contrairement à la poésie formelle du passé, la poésie Nabati est informelle et considérée comme la forme la plus riche de la littérature arabe. De plus, elle est perçue comme le reflet de la réalité quotidienne. Certains décrivent cette forme comme «la poésie du peuple» ou le style bédouin dans les poèmes.

Il est intéressant de voir comment les méthodes de diffusion ont changé au fil du temps – du rassemblement dans une zone pour écouter un poète à la participation à des lectures de poésie. Les réseaux sociaux jouent également un rôle dans la diffusion de la poésie arabe dans le monde entier.

Le théâtre-poésie est également populaire auprès des Arabes maintenant et plusieurs poèmes sont interprétés sur scène comme «Majnoun Layla», écrit par Ahmed Shawqi.

L'histoire de la poésie s'étend de la première ère arabe à différentes époques, montrant à quel point elle était et demeure importante. Malgré le changement de plates-formes de la poésie, les poètes ont toujours trouvé des moyens de préserver leur travail et de le garder vivant de génération en génération.



مجنون ليلى

أمير الشعراء
أحمد شوقي

Des centaines d'antiquités pillées rendues à la Grèce

Après une longue bataille juridique, la Grèce a récupéré 351 antiquités pillées, datant du Néolithique à l'époque byzantine, auprès d'un célèbre négociant d'art britannique, a indiqué le ministère de la Culture grec dans la nuit de vendredi à samedi.

Un grand nombre de fragments de céramique font également partie du lot.

Les antiquités, divisées en 25 groupes, étaient en possession de l'antiquaire britannique Robin Symes, dont le groupe Robin Symes Limited est en cours de liquidation, selon un communiqué.

La ministre de la Culture Lina Mendoni a précisé que la bataille juridique pour récupérer ces antiquités pillées en Grèce avait duré 17 ans, ayant débuté en 2006 quand les autorités grecques avaient commencé à enquêter sur Robin Symes Ltd. dans le pays et

à l'étranger.

Cette annonce intervient quelques années après la saisie par les polices suisse et italienne d'antiquités volées en Italie et conservées par M. Symes, figure clé du trafic d'antiquités en lien avec des pilliers de tombes italiens.

Les antiquités italiennes avaient été retrouvées dans un espace de stockage loué par l'antiquaire dans un entrepôt de Genève mais le ministère de la culture grec ne précise pas si les deux opérations sont liées.

Parmi les pièces notables de la collection d'antiquités, une statuette de l'ère Néolithique taillée dans la pierre blanche et datant de 4000 ans avant JC, une figurine cycladique datant d'entre 3200 et 2700 avant JC, une statue en marbre endommagée de Korè archaïque datant de 550-500 ans avant JC, ou une statue en bronze

fragmentée représentant un jeune Alexandre le Grand datant de la deuxième moitié du IIe siècle.

La Grèce se bat pour récupérer ses oeuvres d'art et antiquités pillées dispersées dans des musées et collections privées à travers le monde.

Trois fragments du Parthénon gardés par le Vatican pendant plus de deux siècles ont ainsi été rendus à la Grèce en mars, un geste d'amitié selon le pape François.

Des fragments du monument sont éparpillés dans plusieurs grands musées à travers le monde.

La Grèce espère aussi obtenir le retour des frises du Parthénon qui se trouvent au British Museum de Londres et des médias avaient évoqué en début d'année des négociations avancées entre le musée et le gouvernement grec. Londres affirme que les sculptures ont été «acquises légalement» en



1802 par le diplomate britannique Lord Elgin qui les a revendues au British Museum.

Mais la Grèce soutient qu'elles ont été l'objet d'un «pillage» alors que le pays était sous

occupation ottomane.

La restitution des frises du Parthénon est un sujet hautement sensible en Grèce. Au musée de l'Acropole, un espace laissé vide est d'ailleurs réservé à cette frise.

Les stars arabes célèbrent les femmes du festival du film de la mer Rouge au Vanity Fair Gala à Cannes

Pendant le Festival de Cannes, le Festival international du film de la mer Rouge d'Arabie saoudite et Vanity Fair ont organisé, jeudi, une soirée de gala sous le thème « Histoires de femmes » pour célébrer les talents féminins de la région. Leonardo DiCaprio, Katie Holmes, Maiwenn, The Weeknd, Gaspar Noé, Storm Reid, Tobey Maguire, Gurinder Chadha, Fan Bingbing, Freida Pinto, Simone Marchetti, Eva Herzigova, Naomi Campbell et bien d'autres encore ont répondu présents.

L'événement, qui s'est tenu au célèbre Hôtel du Cap-Eden-Roc au Cap d'Antibes, a récompensé six stars de la région : les actrices saoudiennes Mila Al-Zahrani et Fatima Al-Banawi, l'actrice libanaise Razane Jammal, la star indienne Sarah Ali Khan, l'actrice et mannequin égypto-monténégrine Tara Emad et la cinéaste nigérienne Jade Osiberu.

Dans une interview accordée à Arab News, Emad a déclaré : « Je suis très fière de moi, de toutes les femmes ici présentes qui ont été mises à l'honneur. Je suis fière de notre industrie, de l'Égypte (et) du monde arabe. Je suis heureuse de pouvoir représenter l'Égypte et le monde arabe en général.

« Je suis ravie de voir aujourd'hui la représentation que j'ai toujours voulu voir en tant que jeune fille », a-t-elle déclaré. « J'espère qu'à nous six, nous pourrions représenter toutes les filles et toutes les



femmes de la région arabe qui cherchent à être reconnues, quelle que soit la carrière qu'elles choisissent.

Pour sa part, Khan estime que c'était un « privilège » de participer à cet événement. « Je pense que si je devais me définir en trois mots, ce serait probablement : Indienne, femme (et) actrice. Et je suis ici pour célébrer ces trois mots aujourd'hui », a-t-elle déclaré.

Pour Al-Banawi, ces moments ne sont plus une surprise.

« J'en suis arrivée à un point où je ne suis plus surprise parce que l'Arabie saoudite tente vraiment de prouver que nous créons des histoires qui sont inspirantes, magiques, et qui poussent au changement et au développement », a-t-elle déclaré. « Je suis très heureuse que nous soyons ici, au Festival de Cannes, pour nous célébrer les uns les autres ».

« J'ai l'impression que le narratif

que nous nous sommes représentés et le prisme par lequel nous étions perçues, était très spécifique et je ne pense pas que les femmes en aient fait partie. Je pense qu'il a été écrit par d'autres », a-t-elle déclaré. « Aujourd'hui, je célèbre les femmes qui écrivent, qui créent, qui remettent en question et qui se mettent elles-mêmes, ainsi que d'autres femmes, en valeur.

« Je pense qu'il faut beaucoup de courage pour raconter une histoire, à plus forte raison s'il y a tant d'histoires qui vous confinent dans un discours, un canal, ou un angle spécifique. Il faut encore plus de courage pour déployer de nouvelles possibilités et de nouvelles opportunités. Je me rappelle en permanence qu'il n'y a pas de mal à prendre de la place, à exprimer son opinion, à parler de ce qui, selon moi, pourrait être erroné ou devrait être changé », explique Al-Banawi.

Jammal affirme qu'elle n'avait jamais fait de différence entre un homme et une femme.

« Peut-être parce que j'ai vécu dans une petite bulle, parce que j'ai été élevée par un homme qui m'a donné du pouvoir et m'a dit qu'il n'y avait pas de différence entre mon frère et moi. Je n'ai donc peut-être pas grandi en pensant qu'être une femme était un défi. Au contraire, j'ai eu l'impression que c'était un super pouvoir », déclare-t-elle.

Mais lorsqu'elle est entrée sur le marché du travail, elle s'est rendu compte que les femmes étaient confrontées à des défis.

« J'en apprendrais plus maintenant que je suis exposée à un public plus large et, en fonction de leurs réactions, je peux en apprendre davantage sur eux », affirme-t-elle. « En tant que femme, je suis très heureuse de représenter une personne qui a poursuivi ses rêves, qui s'est faite elle-même, qui est indépendante, et j'essaie simplement de faire de mon mieux. Je suis très heureuse de la situation actuelle ».

Sara Sampaio, mannequin portugaise également présente, a déclaré que participer au gala « Histoires de femmes » était « extrêmement spécial ».

« Les femmes sont extraordinaires et, pendant longtemps, nous n'avons pas eu d'histoires racontées de notre point de vue. C'est très important », souligne-t-elle.

Mohammed Al-Turki, directeur

général du Festival du film de la mer Rouge, a déclaré à Arab News : « Nous sommes très heureux de célébrer les femmes. Nous sommes très fiers de pouvoir partager les histoires de notre région. Aujourd'hui, nous mettons six femmes de notre région à l'honneur : deux Saoudiennes – Mila Zahran et Fatima Al-Banawi –, une Égyptienne – Tara Emad –, une Libanaise – Razane Jammal –, une Nigérienne – Jade – et une Indienne – Sara Ali Khan.

« C'est un mélange assez intéressant et le fait de pouvoir présenter ces talents au monde entier, d'être dans une salle ce soir avec des personnes comme Katie Holmes et d'autres, est un moment incroyable pour nous », a-t-il poursuivi.

« Je pense que le rêve est devenu réalité. Je n'aurais jamais pensé qu'une coproduction saoudienne ouvrirait le Festival de Cannes avec une réalisatrice d'origine algérienne », ajoute-t-il. « Cela montre que nous sommes sur la bonne voie. Il ne s'agit-là que de la troisième année du Festival de la mer Rouge ! Je pense que nous devrions attacher nos ceintures parce que nous allons voir des choses incroyables se produire ».

Cette année, le Festival de Cannes s'est ouvert avec la projection de « Jeanne du Barry » de Johnny Depp, soutenu par le Festival international du film de la mer Rouge.

Yasmeen Lari, première femme architecte du Pakistan, conçoit des maisons contre les inondations

Yasmeen Lari, première femme architecte du Pakistan, a développé des maisons résistantes aux inondations pour les communautés rurales en première ligne face au changement climatique, avec une devise : « Zéro carbone, zéro déchet, zéro donateurs » pour « zéro pauvreté ».

Architecte reconnue de 82 ans, à l'origine de certaines des plus remarquables constructions de Karachi, comme le siège de la compagnie pétrolière nationale PSO, Yasmeen Lari préfère désormais mettre son savoir-faire au service des plus vulnérables.

Les maisons « pilotes » en bambou surélevées qu'elle a mises au point ont permis de sauver des familles des inondations record causées par la mousson à l'été 2022. Un tiers du pays avait été noyé, provoquant le déplacement de huit millions de personnes dans tout le pays.

Avec sa fondation, l'octogénaire, dont les travaux viennent d'être récompensés par la médaille d'or de l'Institut royal des architectes britanniques, espère étendre le projet à un million de maisons

construites par les communautés locales dans les zones les plus reculées du pays.

« Je devais trouver la solution, ou trouver un moyen de renforcer les capacités des gens pour qu'ils puissent se débrouiller seuls, plutôt que d'attendre une aide extérieure. Je ne crois pas à la charité », explique à l'AFP Mme Lari, formée au Royaume-Uni.

Frappé par la pauvreté, le Pakistan, cinquième pays le plus peuplé du monde, est responsable de moins de 1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais est l'un des pays les plus vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par le réchauffement climatique.

Des millions d'habitations ont été détruites au cours des catastrophes naturelles qui se sont succédées ces dernières années, que ce soit lors du séisme de 2005 ou des inondations de 2010.

- Des bambous qui résistent à la pression-

Les scientifiques affirment que les moussons sont devenues plus abondantes et plus imprévisibles avec le changement climatique,

auquel le pays est peu préparé.

Dans le village de Pono Colony, à environ 200 kilomètres de Karachi, la centaine de maisons pilotes construites avant les inondations exceptionnelles de l'été dernier ont déjà fait leurs preuves. La structure surélevée sur laquelle reposent les habitations permet à l'eau de s'engouffrer sous le plancher grâce à des bambous ancrés profondément dans le sol qui résistent à la pression. Connues localement sous le nom de « chanwara », ces huttes sphériques en terre sont une version améliorée des maisons traditionnelles faites d'une seule pièce qui parsèment les paysages de la province du Sind, dans le sud du Pakistan, et du Rajasthan, en Inde. Elles ne nécessitent que des matériaux disponibles localement : chaux, argile, bambou et chaume. Après une formation assez simple, elles peuvent être assemblées par les familles pour un coût d'environ 170 dollars et être facilement déplacées.

« On ne peut pas aller avec un ego surdimensionné dans une communauté pauvre et dire : +Je

sais ce qu'il faut faire et je vais vous dire ce qu'il faut faire+ », commente l'architecte, qui s'est servie de son expérience.

- Poules et poêles

Lors d'un projet sur la construction de logements sociaux à Lahore (est) dans les années 1970, les femmes du quartier, penchées sur ses plans, s'étaient demandées dans quel endroit les poules allaient vivre, se souvient-elle.

« Ces poules sont restées gravées dans ma mémoire. Les besoins des femmes sont vraiment au centre de mes préoccupations lorsque je conçois des projets », insiste-t-elle.

Aujourd'hui, ce n'est plus le poulailler qui est au centre des préoccupations, mais l'aménagement des poêles traditionnels, lesquels ont été placés en hauteur et dotés d'une cheminée pour évacuer la fumée.

« Auparavant, le poêle se trouvait à même le sol, ce qui était très peu hygiénique. Les petits enfants se brûlaient avec les flammes, les chiens errants léchaient les casseroles et les microbes se propageaient », explique Champa



Kanji, formée par l'équipe de Mme Lari à la construction de fourneaux pour les foyers du Sind.

« Voir des femmes devenir indépendantes et avoir les moyens de faire des choses me donne énormément de plaisir », souligne l'architecte.

Dans les zones rurales de cette province, des dizaines de milliers de personnes sont toujours déplacées et de vastes zones agricoles restent submergées par des eaux stagnantes, près d'un an après les inondations.

Feriel Zerouki, d'origine algérienne nommée présidente du Conseil Mondial du Diamant

Après une carrière de deux décennies dédiée à l'amélioration et au progrès de l'industrie du diamant, Feriel Zerouki, originaire d'Algérie, accède au rôle prestigieux de présidente du Conseil Mondial du Diamant (WDC). Elle a officiellement endossé son rôle lors d'une assemblée du conseil d'administration à Londres, prenant le relais d'Edward Asscher qui a conclu son deuxième mandat non consécutif en tant que président du WDC, après avoir passé trois années en tant que vice-présidente de l'organisation. La même réunion a vu l'élection de Ronnie VanderLinden en tant que nouveau vice-président du WDC. Selon les règlements de l'organisation, il est en lice pour devenir le prochain président une fois que Mme Zerouki aura terminé son



mandat. De l'analyse à la gestion éthique : un parcours exemplaire. Mme Zerouki a fait son entrée dans le monde des diamants en 2005, où elle a commencé à travailler en tant qu'analyste de la chaîne logistique pour la Diamond Trading Company de De Beers. Quatre ans plus tard, en 2009, elle gravit les échelons

pour devenir Directrice des Principes de Meilleures Pratiques chez De Beers. Dans ce rôle, elle a été responsable de la conception et de l'implémentation d'un cadre de normes éthiques pour le groupe De Beers, les titulaires de licences d'exploitation et leurs sous-traitants dans l'industrie du diamant, couvrant les aspects commerciaux, sociaux et

environnementaux. En 2014, elle est nommée Directrice des Relations Internationales chez De Beers et commence son implication avec le WDC. Pendant cette période, elle participe à la mise en place de Tracr, initiative pour assurer la traçabilité et la provenance du secteur du diamant, et GemFair, projet visant à formaliser le secteur de l'extraction artisanale de

diamants en assurant une évaluation équitable des pierres précieuses. Feriel Zerouki, au sommet de son parcours. Récemment, Mme Zerouki a été nommée vice-présidente principale des affaires générales du groupe De Beers. Elle siège également au conseil d'administration du Responsible Jewellery Council et a rejoint cette année le conseil d'administration du Jewelers Vigilance Committee. Le Conseil mondial du diamant, créé en juillet 2000, est une organisation qui représente toute la chaîne de valeur du diamant, y compris l'extraction, la fabrication, le commerce et la vente au détail. Avec l'ascension de Mme Zerouki à sa présidence, le WDC s'apprête à inaugurer un nouveau chapitre sous son leadership éclairé.

DJELFA:

L'huile d'olive «Dahbia» primée en Suisse

L'huile d'olive algérienne «Dahbia» produite à Ain Ouessara (Djelfa) a remporté une nouvelle médaille d'or au concours international d'huile d'olive biologique dont les résultats ont été annoncés la semaine passée à Genève (Suisse), a-t-on appris samedi du patron de cette marque Hakim Aliliche.

Cette nouvelle récompense s'ajoute à cinq autres médailles d'or obtenues par la marque «Dahbia» dans des compétitions internationales organisées, ces dernières années, à Tokyo (Japon), Berlin (Allemagne), Italie et deux fois de suite à Dubaï (Emirats arabes unis), «un fait ayant renforcé



sa place sur le marché international de l'huile d'olive», s'est félicité le même responsable. M. Aliliche a assuré que les résultats de chaque concours auquel sa marque a participé sont soumis «à nombre de critères, analyses en laboratoires et rapports d'experts de

plusieurs nationalités qui imposent la participation d'un produit de très haute qualité répondant à des normes internationales, dont nous œuvrons à préserver le niveau, voire l'améliorer». Cette année, l'huile d'olive «Dahbia» a également remporté quatre médailles

d'argent à Tokyo (Japon), Oslo (Norvège), Turquie et Athènes (Grèce), a fait savoir M. Aliliche. Cet investisseur agricole, qui avait été honoré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors des assises nationales agricoles de février dernier, a assuré que ces

distinctions l'ont toujours «encouragé à promouvoir l'huile d'olive algérienne à un rang mondial, ce qui est aujourd'hui chose faite». Il s'est également dit «fier» d'être constamment consulté par des agriculteurs qui viennent lui demander conseil et veulent profiter de son expérience dans le domaine. A noter que Hakim Aliliche s'est spécialisé, depuis une vingtaine d'années, dans l'oléiculture biologique, en procédant à la mise en valeur d'une superficie de plus de 40 ha à Ain Ouessara, pour en faire une ferme modèle de 15.000 oliviers, dont l'irrigation s'appuie sur des techniques économiseuses d'eau.